

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2005-2006



3-158

Séances plénières
Jeudi 20 avril 2006

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 2005-2006

Handelingen

Plenaire vergaderingen
Donderdag 20 april 2006

Ochtendvergadering

3-158

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CDH	Centre Démocrate Humaniste
ECOLO	Écologistes
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti Socialiste
SP.A-SPIRIT	Socialistische Partij Anders – SPIRIT
VL. BELANG	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire**Inhoudsopgave**

Proposition de résolution sur la situation politique et les droits de l'homme en Birmanie (de MM. François Roelants du Vivier et Philippe Mahoux, Doc. 3-1585).....5	Voorstel van resolutie over de politieke situatie en de mensenrechten in Birma (van de heren François Roelants du Vivier en Philippe Mahoux, Stuk 3-1585) 5
Discussion.....5	Bespreking..... 5
Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Nicaragua, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Luxembourg le 27 mai 2005 (Doc. 3-1525).....7	Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Nicaragua, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Luxemburg op 27 mei 2005 (Stuk 3-1525) 7
Discussion générale.....7	Algemene bespreking..... 7
Discussion des articles.....7	Artikelsgewijze bespreking 7
Proposition de résolution visant à la reconnaissance dans les conventions internationales du statut de réfugié environnemental (de M. Philippe Mahoux, Doc. 3-1556).....8	Voorstel van resolutie om het statuut van milieuvluchteling in de internationale verdragen te erkennen (van de heer Philippe Mahoux, Stuk 3-1556)..... 8
Discussion.....8	Bespreking..... 8
Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République du Guatemala concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 14 avril 2005 (Doc. 3-1524)9	Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Republiek Guatemala inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 14 april 2005 (Stuk 3-1524) 9
Discussion générale.....9	Algemene bespreking..... 9
Discussion des articles.....10	Artikelsgewijze bespreking 10
Proposition de résolution visant à soutenir les facteurs critiques de succès nécessaires à la réussite de l'e-société (de M. Jean-Marie Dedecker, Doc. 3-1430).....10	Voorstel van resolutie ter ondersteuning van de kritische succesfactoren die nodig zijn voor een geslaagde e-maatschappij (van de heer Jean-Marie Dedecker, Stuk 3-1430) 10
Discussion.....10	Bespreking..... 10
Proposition de résolution concernant les enfants dans les conflits armés (de Mme Sabine de Bethune et consorts, Doc. 3-1370).....12	Voorstel van resolutie inzake kinderen in gewapende conflicten (van mevrouw Sabine de Bethune c.s., Stuk 3-1370)..... 12
Discussion.....12	Bespreking..... 12
Ordre des travaux.....18	Regeling van de werkzaamheden 18
Demande d'explications de Mme Jacinta De Roeck au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur «la politique concernant les enfants séjournant dans les centres d'accueil fermés pour demandeurs d'asile» (n° 3-1558).....18	Vraag om uitleg van mevrouw Jacinta De Roeck aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over «het beleid ten aanzien van de kinderen in de gesloten opvangcentra voor asielzoekers» (nr. 3-1558) 18
Demande d'explications de Mme Nele Jansegers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur «l'état de la situation concernant le personnel unilingue des zones de police bruxelloises» (n° 3-1560).....21	Vraag om uitleg van mevrouw Nele Jansegers aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over «de stand van zaken omtrent de eentalige politiemansschappen in de Brusselse politiezones» (nr. 3-1560) 21
Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre des Affaires étrangères sur «l'assassinat d'un couple âgé dans le Kurdistan turc» (n° 3-1499).....24	Vraag om uitleg van mevrouw Sabine de Bethune aan de minister van Buitenlandse Zaken over «de moord op een bejaard echtpaar in Turks Koerdistan» (nr. 3-1499) 24

Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre des Affaires étrangères sur «l'équilibre hommes-femmes au sein de la diplomatie» (n° 3-1555).....28	Vraag om uitleg van mevrouw Sabine de Bethune aan de minister van Buitenlandse Zaken over «het genderevenwicht in de diplomatie» (nr. 3-1555)..... 28
Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre de la Défense sur «le rapport relatif au commerce des armes» (n° 3-1500)29	Vraag om uitleg van mevrouw Sabine de Bethune aan de minister van Landsverdediging over «het verslag over de wapenhandel» (nr. 3-1500) 29
Demande d'explications de M. Wouter Beke au ministre de la Défense sur «la livraison de 242 nouveaux véhicules blindés» (n° 3-1523)30	Vraag om uitleg van de heer Wouter Beke aan de minister van Landsverdediging over «de levering van 242 nieuwe pantserwagens» (nr. 3-1523)..... 30
Excusés32	Berichten van verhindering 32

Présidence de Mme Anne-Marie Lizin*(La séance est ouverte à 10 h 05.)***Proposition de résolution sur la situation politique et les droits de l'homme en Birmanie (de MM. François Roelants du Vivier et Philippe Mahoux, Doc. 3-1585)***(Pour le texte adopté par la commission des Relations extérieures et de la Défense, voir document 3-1585/4.)**(M. Staf Nimmegeers, premier vice-président, prend place au fauteuil présidentiel.)***Discussion**

M. Lionel Vandenberghe (SP.A-SPIRIT), rapporteur. – *La présente résolution a été adoptée à l'unanimité par la commission des Relations extérieures. Elle incrimine la situation politique en Birmanie. La commission propose la condamnation explicite de la junte qui y est au pouvoir et est responsable de graves violations systématiques des droits de l'homme. En outre, les conditions de travail sont effroyables en Birmanie et le travail forcé y est pratiqué à grande échelle.*

Dans la résolution, le Sénat demande au gouvernement belge de condamner fermement la dictature birmane pour ses violations sérieuses et systématiques des droits de l'homme. Le Sénat demande au gouvernement de faire respecter le droit international, de condamner les campagnes d'épuration ethnique menées par le gouvernement birman et d'inviter les autorités birmanes à rechercher des solutions démocratiques aux conflits internes.

Pour le surplus, je vous renvoie à mon rapport écrit.

Je voudrais maintenant m'exprimer au nom de mon groupe. À la suite d'informations récentes, diffusées notamment par Netwerk Vlaanderen, sur le rôle des investissements étrangers en Birmanie, j'ai introduit, avec quelques membres de notre groupe, un amendement visant à appeler également les entreprises à prendre leurs responsabilités. Les investissements étrangers en Birmanie soutiennent directement ou indirectement la dictature militaire et l'armée de quatre cent mille hommes, et maintiennent le régime en place. Cinq grands groupes bancaires et financiers de Belgique, KBC, Dexia, Fortis, ING et AXA, investissent massivement dans des entreprises qui soutiennent le régime militaire en Birmanie. Ils détiennent pour plus de 2,5 milliards de dollars d'actions dans des entreprises actives dans les secteurs pétrolier, gazier, minier et forestier, c'est-à-dire précisément ceux qui sont sous le contrôle direct de la junte militaire. L'armée et le régime sont tristement célèbres pour les tortures, le travail forcé, les viols et l'engagement massif d'enfants soldats. Nous proposons dans un amendement de demander aux entreprises et aux banques de prendre leurs responsabilités en leur déconseillant d'investir dans des secteurs contrôlés par le régime militaire ou dans des entreprises directement ou indirectement impliquées dans des pratiques telles que le travail forcé, le soutien au régime dictatorial, les déplacements forcés et d'autres violations des droits de l'homme. Notre amendement n'a toutefois pas recueilli une majorité. Lors de l'examen des amendements, on

Voorzitter: mevrouw Anne-Marie Lizin*(De vergadering wordt geopend om 10.05 uur.)***Voorstel van resolutie over de politieke situatie en de mensenrechten in Birma (van de heren François Roelants du Vivier en Philippe Mahoux, Stuk 3-1585)***(Voor de tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging, zie stuk 3-1585/4.)**(Voorzitter: de heer Staf Nimmegeers, eerste ondervoorzitter.)***Bespreking**

De heer Lionel Vandenberghe (SP.A-SPIRIT), rapporteur. – Deze resolutie werd unaniem goedgekeurd in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen. De resolutie klaagt de politieke situatie in Birma aan. De commissie beoogt de expliciete veroordeling van de junta die in Birma aan de macht is en die verantwoordelijk is voor systematische en grove schendingen van de mensenrechten. Bovendien zijn de arbeidsomstandigheden in Birma verschrikkelijk en is er dwangarbeid op grote schaal.

In de resolutie vraagt de Senaat aan de Belgische regering om de Birmaanse dictatuur streng te veroordelen voor haar ernstige en systematische schendingen van de mensenrechten. De Senaat vraagt de regering het internationaal recht te doen naleven, de etnische zuiveringscampagnes van de Birmaanse regering te veroordelen en de Birmaanse overheid te vragen democratische oplossingen te zoeken voor interne conflicten.

Voor het overige verwijs ik naar mijn schriftelijk verslag.

Ik spreek nu namens mijn fractie. Naar aanleiding van recente berichten van onder meer Netwerk Vlaanderen over de rol van buitenlandse investeringen in Birma diende ik samen met enkele leden van onze fractie een amendement in om ook de bedrijven op hun verantwoordelijkheid te wijzen. Buitenlandse investeringen in Birma steunen rechtstreeks of onrechtstreeks de militaire dictatuur en het leger van vierhonderdduizend manschappen, en houden het regime in stand. Vijf grote financiële bankgroepen in België, KBC, Dexia, Fortis, ING en AXA investeren massaal in bedrijven die steun verlenen aan het militaire regime in Birma. Vijf bankgroepen bezitten voor meer dan 2,5 miljard US dollar aandelen in bedrijven die actief zijn in de sectoren olie, gas, mijnbouw en houtwinning, precies die sectoren die rechtstreeks in handen zijn van de militaire junta. Het leger en het regime zijn berucht om martelingen, dwangarbeid, verkrachtingen en de massale inzet van kindsoldaten. We stelden in een amendement voor bedrijven en banken te vragen hun verantwoordelijkheid op te nemen waarbij we ze afraden te investeren in sectoren die in handen zijn van het militaire regime, of in bedrijven die rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zijn bij praktijken zoals dwangarbeid, steun aan het dictatoriale regime, gedwongen verhuizingen en andere schendingen van mensenrechten. Voor onze amendementen was er echter geen meerderheid. Wel werd bij de bespreking van de amendementen verwezen naar punt 12 van de resolutie waarin de inhoud van de

a par contre fait référence au point 12 de la résolution dans lequel le contenu de l'amendement aurait été inséré. Dans ce point, le gouvernement est invité à insister pour que tous les pays membres de l'OIT procèdent, au sein de l'Union européenne, à une sérieuse révision de leurs relations avec la Birmanie.

M. François Roelants du Vivier (MR). – À travers notre résolution sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, mon collègue, M. Mahoux, et moi-même, avons voulu souligner le sort tragique du peuple birman pris en otage par une dictature des plus opaques.

Nous avons voulu également rappeler le sort réservé à Aung San Suu Kyi, cette opposante historique à la junte, qui a passé neuf des seize dernières années en prison ou en résidence surveillée mais qui reste éternellement prisonnière dans son propre pays. Saluons ici la beauté de son combat pour la démocratie et les libertés fondamentales.

Nous souhaiterions que le gouvernement utilise tous les canaux diplomatiques pour faire pression sur le Conseil pour la paix et le développement afin qu'il libère immédiatement Aung San Suu Kyi et tous les autres prisonniers politiques.

Nous demandons des actions concrètes pour soutenir la réconciliation nationale, le respect des Droits de l'homme et la démocratie en Birmanie qui vit, depuis 1988, sous l'emprise d'un coup d'État et de la loi martiale.

Nous devons aider les populations locales dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement local. Or, depuis le vote de notre résolution en commission, le 21 mars dernier, la section française de « Médecins sans frontières » a annoncé qu'elle se retirait de Birmanie, se déclarant incapable d'offrir des soins médicaux dans des conditions acceptables. Instrumentalisé par la junte qui ne veut pas de témoins gênants des exactions qu'elle commet contre sa propre population, un travail indépendant et de qualité devait se révéler impossible.

Voilà un des effets concrets des restrictions imposées, depuis 2004, par les militaires, restrictions qui ont peu à peu réduit l'accès des ONG humanitaires aux populations civiles.

Nous dénonçons la violation des droits de l'homme en Birmanie et les violences perpétrées contre les minorités ethniques.

Nous dénonçons également le fait que les dirigeants militaires birmans se soient résolument lancés dans le lucratif commerce de l'héroïne. Le pouvoir militaire reste sourd aux récriminations internationales.

Le processus de démocratisation en Birmanie constitue le principal sujet d'une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est – ASEAN – qui a lieu pour l'instant à Bali.

Une feuille de route vers la démocratie a été établie, malheureusement sans aucun calendrier de mise en œuvre, et la junte reconnaît n'être qu'à mi-chemin de la première des sept étapes. Comment croire à une amélioration de la situation dans le pays à ce rythme ?

Than Shwe, le principal général de la junte, estime qu'une démocratisation trop rapide alimenterait les tensions ethniques et risquerait de diviser le pays. Voilà de quoi

amendementen vervat zou zijn. In dat punt wordt de regering gevraagd erop aan te dringen dat alle leden van de ILO in de EU hun betrekkingen met Birma serieus tegen het licht te houden.

De heer François Roelants du Vivier (MR). – *Met onze resolutie over de situatie van de mensenrechten in Birma willen de heer Mahoux en ikzelf aandacht vragen voor het tragische lot van het Birmese volk, dat zich in de greep bevindt van een van de meest duistere dictaturen.*

We wilden ook het lot van Aung San Suu Kyi in herinnering brengen, die al jarenlang strijd voert tegen de junta, die negen van de voorbije zestien jaar in de gevangenis of onder huisarrest heeft doorgebracht en een eeuwige gevangene blijft in haar eigen land. Laten we hulde brengen aan deze strijdster voor de democratie en de fundamentele vrijheden.

Wij zouden willen dat de regering alle diplomatieke kanalen gebruikt om druk uit te oefenen op de Nationale Raad voor Vrede en Ontwikkeling opdat ze Aung San Suu Kyi en alle andere politieke gevangenen onmiddellijk in vrijheid stelt.

We vragen concrete acties om steun te verlenen aan de nationale verzoening, de eerbiediging van de mensenrechten en de democratie in Birma, dat sinds 1988 lijdt onder de gevolgen van een staatsgreep en van het standrecht.

We moeten de lokale bevolking helpen op het vlak van gezondheidszorg, onderwijs en lokale ontwikkeling. Sinds de goedkeuring van onze resolutie in de commissie, op 21 maart jongstleden, heeft de Franse afdeling van Artsen zonder grenzen aangekondigd dat ze zich terugtrekt uit Birma. Ze zegt niet in staat te zijn in aanvaardbare omstandigheden medische verzorging te verlenen. De opstelling van de junta, die geen hinderlijke getuigen van het machtsmisbruik ten opzichte van haar eigen bevolking wenste, maakt onafhankelijk werk van goede kwaliteit onmogelijk.

Dat is één van de concrete gevolgen van de beperkingen die sinds 2004 door de militairen zijn opgelegd en die beetje bij beetje de toegang van de humanitaire NGO's tot de burgerbevolking hebben ingeperkt.

We protesteren tegen de schending van de mensenrechten in Birma en de geweldplegingen tegen de etnische minderheden.

We protesteren ook tegen het feit dat de militaire leiders van Birma zich resoluut op de winstgevende heroïnehandel hebben geworpen. Het militaire regime blijft doof voor het internationale protest.

Het democratiseringsproces in Birma vormt het belangrijkste onderwerp van een informele vergadering van de ministers van Buitenlandse zaken van de ASEAN die momenteel in Bali plaatsvindt.

Er werd een stappenplan naar de democratie opgesteld – jammer genoeg zonder data waarop de verschillende stappen in werking moeten treden. De junta erkent nog maar de helft van de eerste van de zeven stappen te hebben verwezenlijkt. In zulk een tempo lijkt een verbetering van de situatie ongelooftwaardig.

Than Shwe, de belangrijkste generaal van de junta, is van mening dat een te snelle democratisering de etnische

susciter une certaine perplexité.

Notons que le rapporteur de l'ASEAN, le ministre malaisien des Affaires étrangères, Syed Hamid Albar, n'a pas reçu l'autorisation de rencontrer Aung San Suu Kyi.

Des sanctions ont été prises contre Rangoon. Nous désirons que leur impact soit régulièrement évalué afin que leurs objectifs puissent être atteints.

Enfin, on doit sans nul doute s'inquiéter du rétablissement des relations diplomatiques entre la junte militaire birmane et la Corée du Nord, liens entre deux pays secrets, répressifs et totalement isolés sur la scène internationale, avec la circonstance aggravante que l'un de ces pays est accusé d'activité nucléaire interdite.

Voilà les différents éléments que je souhaitais vous communiquer après le vote émis en commission des Relations extérieures et de la Défense sur la situation politique et les droits de l'homme en Birmanie.

J'espère que l'ensemble du Sénat suivra la commission dans sa détermination de soutenir, non seulement les prisonniers politiques victimes de la répression en Birmanie, mais surtout le processus de démocratisation entamé par ce pays.

- La discussion est close.
- Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Nicaragua, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Luxembourg le 27 mai 2005 (Doc. 3-1525)

Discussion générale

M. le président. – Mme Van de Castele se réfère à son rapport écrit.

- La discussion générale est close.

Discussion des articles

(Le texte adopté par la commission des Relations extérieures et de la Défense est identique au texte du projet de loi. Voir document 3-1525/1.)

- Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés sans observation.
- Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

spanningen zou voeden en het land zou verdelen. Van zulke uitspraken staat men perplex.

De verslaggever van ASEAN, de Maleisische minister van Buitenlandse zaken, Syed Hamid Albar, heeft geen toelating gekregen om Aung San Suu Kyi te ontmoeten.

Er werden sancties genomen tegen Rangoon. We willen dat de gevolgen ervan regelmatig worden geëvalueerd opdat de doelstellingen worden bereikt.

Tot slot stemt het herstel van de diplomatieke betrekkingen tussen de Birmese militaire junta en Noord-Korea tot ongerustheid. Het zijn immers twee gesloten, repressieve landen, die op de internationale scène volledig geïsoleerd zijn. Eén van die landen is bovendien beschuldigd van verboden nucleaire activiteiten.

Ik hoop dat de Senaat zich bij het standpunt van de commissie zal aansluiten en vastberaden zal beslissen steun te verlenen aan de politieke gevangenen die slachtoffer zijn van de repressie in Birma, maar vooral aan het democratiseringsproces dat in dat land is ingezet.

- De bespreking is gesloten.
- De stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel heeft later plaats.

Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Nicaragua, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Luxemburg op 27 mei 2005 (Stuk 3-1525)

Algemene bespreking

De voorzitter. – Mevrouw Van de Castele verwijst naar haar schriftelijk verslag.

- De algemene bespreking is gesloten.

Artikelsgewijze bespreking

(De tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging is dezelfde als de tekst van het wetsontwerp. Zie stuk 3-1525/1.)

- De artikelen 1 en 2 worden zonder opmerking aangenomen.
- Over het wetsontwerp in zijn geheel wordt later gestemd.

Proposition de résolution visant à la reconnaissance dans les conventions internationales du statut de réfugié environnemental (de M. Philippe Mahoux, Doc. 3-1556)

(Pour le texte adopté par la commission des Relations extérieures et de la Défense, voir document 3-1556/3.)

Discussion

M. le président. – Mme Hermans se réfère à son rapport écrit.

M. Philippe Mahoux (PS). – Cette résolution indique que de multiples facteurs indépendants de la volonté des personnes doivent être pris en compte.

Pour des raisons politiques, le statut de réfugié est reconnu par une série de conventions internationales. Les victimes de circonstances environnementales, liées ou non à l'action de l'homme, doivent pouvoir être reconnues comme réfugiés dans les traités internationaux.

Nous allons connaître une augmentation progressive des perturbations environnementales susceptibles d'entraîner des difficultés transitoires, voire de rendre certaines parties du monde définitivement inhabitables : je pense à certaines îles du Pacifique.

L'objectif est de mettre ce thème à l'ordre du jour, non seulement de nos institutions mais également de l'ensemble des organisations internationales.

M. François Roelants du Vivier (MR). – Je tiens à rendre hommage à M. Mahoux car il fait œuvre de pionnier. Cette proposition de résolution est une véritable première. J'espère qu'elle fera tache d'huile et que cette préoccupation sera bientôt inscrite à l'agenda international.

M. Mahoux fait référence aux dégâts causés par les activités humaines, en particulier aux conséquences du réchauffement climatique. Il y a aussi les catastrophes environnementales naturelles.

Le statut de réfugié environnemental n'est pas encore déterminé officiellement par des conventions internationales mais il doit faire l'objet d'une attention soutenue, d'autant plus que nous sommes en présence de menaces anthropiques de plus en plus importantes.

L'archipel de Kiribati, un exemple parmi d'autres, va vraisemblablement disparaître de la carte du monde. L'impossibilité future d'habiter sur certaines îles ou dans certains deltas, comme au Bangladesh ou dans le delta du Nil, posera de sérieux problèmes à la communauté internationale.

– **La discussion est close.**

– **Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de résolution.**

Voorstel van resolutie om het statuut van milieuvluchteling in de internationale verdragen te erkennen (van de heer Philippe Mahoux, Stuk 3-1556)

(Voor de tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging, zie stuk 3-1556/3.)

Bespreking

De voorzitter. – Mevrouw Hermans verwijst naar haar schriftelijk verslag.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Deze resolutie wijst erop dat rekening moet worden gehouden met diverse factoren die losstaan van de wil van de mensen.*

Het statuut van vluchteling om politieke redenen wordt erkend door een reeks internationale verdragen. De slachtoffers van milieumomstandigheden die al dan niet verband houden met menselijk handelen, moeten in de internationale verdragen als vluchteling kunnen worden erkend.

We zullen een geleidelijke toename kennen van gevallen van milieuverstoring die moeilijkheden van voorbijgaande aard kunnen veroorzaken of zelfs bepaalde delen van de wereld definitief onbewoonbaar kunnen maken. Ik denk aan bepaalde eilanden in de Stille Oceaan.

Het is de bedoeling dat thema op de agenda van onze instellingen en van alle internationale organisaties te plaatsen.

De heer François Roelants du Vivier (MR). – *Ik breng hulde aan de heer Mahoux, want hij doet pionierswerk. Dit voorstel van resolutie is echt een primeur. Ik hoop dat het navolging vindt en dat dit onderwerp weldra op de agenda van de internationale instellingen wordt geplaatst.*

De heer Mahoux verwijst naar de schade die het gevolg is van menselijke activiteiten, meer bepaald naar de gevolgen van de opwarming van de aarde. Daarnaast zijn er ook natuurlijke milieurampen.

Het statuut van milieuvluchteling werd nog niet officieel gedefinieerd in de internationale verdragen, maar we moeten er blijvend aandacht voor hebben, temeer daar zich steeds ernstiger antropogene dreigingen voordoen.

Één van de voorbeelden is de archipel Kiribati, die waarschijnlijk van de wereldkaart zal verdwijnen. Als het in de toekomst onmogelijk wordt om op bepaalde eilanden of in bepaalde delta's te wonen, zoals bijvoorbeeld in Bangladesh of in de Nijldelta, zal dat ernstige problemen met zich meebrengen voor de internationale gemeenschap.

– **De bespreking is gesloten.**

– **De stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel heeft later plaats.**

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République du Guatemala concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 14 avril 2005 (Doc. 3-1524)

Discussion générale

M. le président. – Mme Van de Castele se réfère à son rapport écrit.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Un accord entre l'Union belgo-luxembourgeoise et un pays en développement, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, n'a de sens que si les deux parties peuvent respecter leurs obligations sur un pied d'égalité. C'est toutefois loin d'être le cas avec cet accord.*

La Belgique et le Luxembourg sont des États industriels fortement développés ; ils ont un secteur de services puissant et un appareil étatique fonctionnant bien. Le Guatemala est par contre un État agraire où la toute grande partie de la population dépend de l'agriculture de survie. Septante-cinq pour cent de la population y vivent sous le seuil de pauvreté, la mortalité infantile y est de 36 pour mille et, selon le PNUD, environ 50% des enfants sont sous-alimentés. Le pays a en outre un appareil étatique très faible et corrompu qui n'est même pas capable de garantir les droits de l'homme et la sécurité de ses citoyens.

Les articles 13 et 14 de l'accord prévoient que les contractants doivent respecter les obligations internationales relatives à l'environnement et à la législation sur le travail. Toute la question est de savoir si les autorités guatémaltèques peuvent imposer cela.

On peut en outre se demander dans quelle mesure des entreprises guatémaltèques investiront au Luxembourg ou en Belgique. À l'inverse, on peut s'interroger sur la plus-value que représente, pour les entreprises belges, un investissement dans un pays qui est principalement actif dans le secteur agraire et dont les exportations prennent le chemin des États-Unis.

Bref, en faveur de qui cet accord, d'une durée de dix ans, a-t-il été rédigé ?

Selon l'accord, les investisseurs peuvent transférer librement une part appropriée de leurs recettes vers leur État d'origine. Mais qu'est-ce qu'une part appropriée ? Un accord de ce genre avec les Philippines prévoit que 100% des recettes émanant du secteur minier peuvent être transférés à l'étranger.

Ne serait-il pas beaucoup plus utile de mentionner clairement dans de tels accords que l'ensemble des recettes ou tout au moins une part importante doit être réinvesti dans le pays où elles sont engrangées ? Une telle disposition correspondrait aux consignes de la Banque mondiale et de l'OMC selon lesquelles les activités économiques doivent contribuer au développement durable de la société.

Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Republiek Guatemala inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 14 april 2005 (Stuk 3-1524)

Algemene bespreking

De voorzitter. – Mevrouw Van de Castele verwijst naar haar schriftelijk verslag.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Een overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Unie en een ontwikkelingsland inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen heeft zin als beide partijen hun verplichtingen op voet van gelijkheid kunnen nakomen. In deze overeenkomst is dat echter ver te zoeken.

België en Luxemburg zijn sterk ontwikkelde industriestaten met een sterke dienstensector en een goed functionerend staatsapparaat. Guatemala daarentegen is een agrarische staat, waar het overgrote deel van de bevolking afhankelijk is van overlevingslandbouw. Vijfenzeventig procent van de bevolking leeft er onder de armoedegrens, de kindersterfte ligt er met 36 per 1000 hoog en ongeveer 50% van de kinderen is volgens de UNDP ondervoed. Bovendien heeft het land een zeer zwak en corrupt staatsapparaat, dat zelfs niet in staat is om de mensenrechten en de veiligheid van haar burgers te garanderen.

De artikelen 13 en 14 van het akkoord bepalen dat de contractanten de internationale verplichtingen inzake milieu en arbeidswetgeving moeten respecteren. Het is zeer de vraag of de overheid in Guatemala dat kan afdwingen.

Men kan zich bovendien afvragen in welke mate bedrijven uit Guatemala zullen investeren in Luxemburg of in België. Omgekeerd rijst de vraag welke meerwaarde het oplevert voor Belgische bedrijven om te investeren in een land dat voornamelijk actief is in de agrarische sector en waarvan de export op de Verenigde Staten is gericht.

Kortom, op maat van wie is deze overeenkomst met een duur van tien jaar geschreven?

Volgens de overeenkomst mogen investeerders een gepast deel van hun winsten vrij transfereren naar hun moederland. Wat is echter een gepast deel? Een soortgelijke overeenkomst met de Filippijnen bepaalt dat honderd procent van de winst uit de mijnbouwsector naar het buitenland mag worden overgebracht.

Zou het niet veel nuttiger zijn dat dergelijke akkoorden duidelijk zouden vermelden dat heel de winst of toch een groot deel ervan moet worden geherinvesteerd in het land waar ze werd gerealiseerd? Een dergelijke bepaling zou tegemoetkomen aan de voorschriften van de Wereldbank en de WTO volgens welke economische activiteiten moeten bijdragen tot de duurzame ontwikkeling van de samenleving. Guatemala heeft zeker nood aan investeringen inzake gezondheidszorg, onderwijs en duurzame

Le Guatemala a certainement besoin d'investissements dans les soins de santé, l'enseignement et le développement rural durable. Dans quelle mesure l'accord peut-il promouvoir de tels investissements ?

De tels accords sont conclus avec de nombreux pays en développement. Les pays du Sud peuvent toutefois difficilement négocier sur un pied d'égalité, si bien qu'on tient trop peu compte de leurs besoins réels.

Lorsque la Belgique conclura encore des accords de ce genre, il serait préférable de tenir compte de ces considérations. Pour pouvoir atteindre les Objectifs du Millénaire, les pays du Nord doivent prendre leurs responsabilités vis-à-vis des pays du Sud.

– **La discussion générale est close.**

Discussion des articles

(Le texte adopté par la commission des Relations extérieures et de la Défense est identique au texte du projet de loi. Voir document 3-1524/1.)

- **Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés sans observation.**
- **Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.**

Proposition de résolution visant à soutenir les facteurs critiques de succès nécessaires à la réussite de l'e-société (de M. Jean-Marie Dedecker, Doc. 3-1430)

(Pour le texte adopté par la commission des Finances et des Affaires économiques, voir document 3-1430/5.)

Discussion

M. le président. – Mme Anseeuw se réfère à son rapport écrit.

Mme Olga Zrihen (PS). – Les nouvelles technologies de l'information sont en train de révolutionner nos manières d'apprendre, de communiquer, de commercer, bref notre façon de vivre. Nous devons rester vigilants, car l'aspect novateur et les possibilités de développement que présentent ces nouvelles technologies de l'information peuvent également devenir une sérieuse source d'inégalités pour bon nombre de nos concitoyens.

Le pilier e-inclusion de la présente proposition de résolution indique d'ailleurs qu'il s'agit de garantir au maximum l'accessibilité de la e-société, en adoptant pour ce faire des mesures destinées à des groupes cibles spécifiques, trop souvent oubliés.

Afin de mieux prendre en compte cet aspect souvent occulté de la e-société, il nous semble important d'associer à cette réflexion, à côté des représentants des pouvoirs publics, du monde économique et du monde académique, ceux qui luttent au quotidien contre la fracture numérique, les représentants du monde associatif.

La proposition de résolution déposée par notre collègue,

plattelandsontwikkeling. In welke mate kan het akkoord dergelijke investeringen bevorderen?

Met heel wat ontwikkelingslanden worden soortgelijke overeenkomsten gesloten. De landen van het Zuiden kunnen dat echter moeilijk op voet van gelijkheid doen, zodat er met hun werkelijke noden te weinig rekening wordt gehouden.

Als België nog soortgelijke overeenkomsten sluit, zou het best met die bedenkingen rekening houden. Om de millenniumdoelstellingen te kunnen verwezenlijken, moeten de landen in het Noorden hun verantwoordelijkheid voor de landen in het Zuiden op zich nemen.

– **De algemene bespreking is gesloten.**

Artikelsgewijze bespreking

(De tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging is dezelfde als de tekst van het wetsontwerp. Zie stuk 3-1524/1.)

- **De artikelen 1 en 2 worden zonder opmerking aangenomen.**
- **Over het wetsontwerp in zijn geheel wordt later gestemd.**

Voorstel van resolutie ter ondersteuning van de kritische succesfactoren die nodig zijn voor een geslaagde e-maatschappij (van de heer Jean-Marie Dedecker, Stuk 3-1430)

(Voor de tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden, zie stuk 3-1430/5.)

Bespreking

De voorzitter. – Mevrouw Anseeuw verwijst naar haar schriftelijk verslag.

Mevrouw Olga Zrihen (PS). – *De nieuwe informatietechnologieën brengen een revolutie teweeg in onze manier van leren, communiceren, handel drijven, kortom in onze manier van leven. We moeten echter waakzaam zijn, want het vernieuwende aspect en de ontwikkelingsmogelijkheden van die nieuwe informatietechnologieën kunnen voor vele burgers ook een bron van ongelijkheid betekenen.*

De pijler e-inclusie van onderhavig voorstel van resolutie wijst er trouwens op dat men de toegang tot de e-maatschappij maximaal wil garanderen door het goedkeuren van maatregelen ten voordele van specifieke doelgroepen die al te vaak worden vergeten.

Om meer rekening te kunnen houden met dat vaak verborgen aspect van de e-maatschappij, lijkt het ons belangrijk om naast de vertegenwoordigers van de diverse overheden, de economische en academische wereld ook de vertegenwoordigers van de verenigingswereld bij de bezinning te betrekken, want zij proberen dagelijks de digitale kloof te dichten.

M. Dedecker, s'inspire, comme vous le savez certainement, de la conférence qui s'est tenue ce 3 juin 2005 au Sénat, ayant pour thème « L'évolution vers une e-society ». Cette proposition de résolution, examinée par la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat, tend à reproduire les conclusions de cette conférence.

Dès lors qu'une comparaison de cette résolution est effectuée avec la politique gouvernementale et l'application concrète qui en est faite, on constate que plusieurs initiatives ont déjà été prises et qu'une politique active est déjà suivie dans ce domaine. En effet, des actions sont menées en vue d'encourager l'utilisation de l'internet, tant d'une manière générale qu'au sein des entreprises. Ces différentes actions sont reprises dans le plan d'action national de lutte contre la fracture numérique.

Des initiatives sont prises pour abaisser le seuil d'accès et les mesures destinées à améliorer la connaissance de l'ordinateur et de l'internet se multiplient.

On mène également une politique de prévention et d'importantes campagnes d'information et de sensibilisation à grande échelle sont en voie de préparation.

Étant donné la politique menée par le gouvernement, le groupe socialiste se demande si la résolution à l'examen peut véritablement apporter une plus-value, dès lors qu'une grande partie de son contenu apparaît déjà comme dépassé.

Lors de l'examen de cette proposition de résolution, le ministre Vanvelthoven a pointé avec une grande précision les éléments de cette proposition qui n'étaient plus d'actualité ou qui étaient, parfois, en totale contradiction avec la réalité.

À la suite d'une entrevue avec le ministre, deux groupes parlementaires issus de la majorité ont décidé de déposer dix amendements visant, non pas comme le pensent certains, à vider la proposition de résolution de son contenu mais, bien au contraire, à mettre celle-ci en phase avec l'action actuellement menée par le gouvernement. L'objectif des auteurs de ces amendements était, finalement, d'actualiser cette proposition de résolution. Hélas, certains ont préféré ne pas les adopter.

De plus, le groupe socialiste juge regrettable que l'amendement qu'il avait présenté concernant les logiciels libres ait été rejeté. En effet, comment peut-on vouloir promouvoir, d'une part, une e-society qui se veut la plus participative possible et refuser, d'autre part, un facteur favorisant son succès ?

En effet, en plus de réduire la dépendance stratégique des entreprises vis-à-vis de certains monopoles, les logiciels libres peuvent également avoir des effets importants sur l'économie et l'emploi, souvent bien supérieurs à ceux de logiciels contrôlés par des acteurs dits propriétaires.

Juste un rappel : le logiciel libre est librement exécutable lorsque l'utilisateur peut le copier, le distribuer, l'étudier, le modifier, voire l'améliorer sans qu'il n'ait à demander ou à payer pour avoir l'autorisation d'en disposer. De plus, il s'articule autour de quatre grandes libertés : la liberté d'exécuter le programme pour tous les usages, d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins, de redistribuer des copies et donc d'aider son voisin internaute et d'améliorer le programme, de publier ces

Het voorstel van resolutie van de heer Dedecker is geïnspireerd door de conferentie 'Op weg naar de e-maatschappij', die op 3 juni 2005 in de Senaat werd georganiseerd. Dit voorstel van resolutie, dat in de Senaatscommissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden werd onderzocht, vormt een neerslag van de conclusies van die conferentie.

Bij de toetsing van de resolutie aan het regeringsbeleid en de concrete uitvoering die daaraan wordt gegeven, stelt men vast dat al verschillende initiatieven werden genomen en dat op dit gebied al een actief beleid wordt gevoerd. Er worden acties ondernomen om het internetgebruik, zowel door het brede publiek als door de ondernemingen, te stimuleren. Die acties maken deel uit van het nationaal actieplan ter bestrijding van de digitale kloof.

Er werden drempelverlagende initiatieven genomen en er komen meer en meer maatregelen om de kennis van de computer en het internet te verhogen.

De regering voert een preventiebeleid en werkt aan belangrijke informatie- en sensibilisatiecampagnes op grote schaal.

De socialistische fractie vraagt zich bijgevolg af of onderhavige resolutie nog echt een meerwaarde kan bieden. Ze is immers al grotendeels achterhaald.

Bij de bespreking van het voorstel van resolutie heeft minister Vanvelthoven nauwkeurig opgesomd welke elementen van het voorstel niet meer actueel of zelfs totaal in tegenspraak met de werkelijkheid zijn.

Na een onderhoud met de minister hebben twee fracties van de meerderheid besloten om tien amendementen in te dienen, niet om het voorstel van resolutie uit te hollen, zoals sommigen denken, maar om het af te stemmen op het huidige beleid van de regering. Sommige commissieleden hebben de amendementen helaas verworpen.

De socialisten vinden het bovendien jammer dat hun amendement met betrekking tot de vrije software werd verworpen. Hoe kan men een e-maatschappij ontwikkelen waaraan iedereen kan deelnemen en tegelijkertijd een factor weigeren die kan bijdragen tot het welslagen van die doelstelling?

Vrije software maakt ondernemingen niet alleen minder afhankelijk van bepaalde monopolies, de impact ervan op de economie en de werkgelegenheid is vaak groter dan die van propriëtaire software.

Software kan vrij worden gebruikt als de gebruiker hem kan kopiëren, verspreiden, bestuderen, veranderen en verbeteren zonder dat hij aan iemand toestemming hoeft te vragen of ervoor moet betalen. De vier grote vrijheden van dergelijke software zijn: de vrijheid om het programma voor alle doeleinden te gebruiken, de vrijheid om de manier waarop het programma werkt te bestuderen en aan te passen aan zijn eigen behoeften, de vrijheid om kopieën te verspreiden en op die manier zijn mede-internetter te helpen, de vrijheid om het programma te verbeteren en die verbeteringen te verspreiden zodat de hele gemeenschap er baat bij heeft. Daartoe moet de broncode beschikbaar zijn.

Vrije software biedt op praktisch gebied dus veel meer

améliorations pour en faire profiter toute la communauté ; pour cela, l'accès au code source est une condition requise.

Donc, un logiciel libre, sur le plan plus pratique, présente bien plus d'avantages, nous semble beaucoup plus démocratique et beaucoup plus proche des objectifs que veut se donner cette bataille contre la fracture numérique.

Qu'il s'agisse d'une licence unique, de la possibilité d'adapter les programmes selon les besoins des utilisateurs, de la stabilité reconnue des programmes, de la prolifération réduite de virus, des performances supérieures reconnues par des organismes indépendants, de la compatibilité du système avec les autres systèmes existants, du fonctionnement sur la plupart des microprocesseurs du marché et, enfin, du fonctionnement avec tous les standards internet, il nous semble que la stratégie du logiciel libre, qui est surtout une vente de services, est bien plus dans la logique de la réussite d'une e-society. Je me permets d'insister sur ce point.

– La discussion est close.

– Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Proposition de résolution concernant les enfants dans les conflits armés (de Mme Sabine de Bethune et consorts, Doc. 3-1370)

(Pour le texte adopté par la commission des Relations extérieures et de la Défense, voir document 3-1370/6.)

Discussion

M. Pierre Galand (PS), rapporteur. – Je voudrais d'abord rendre hommage à Mme de Bethune pour sa contribution tout à fait remarquable à l'aboutissement de ce dossier qui a fait l'objet d'un examen très sérieux de la commission des Relations extérieures. Ce travail, entamé le 16 novembre 2005, par la présentation du sujet par Mme de Bethune elle-même, s'est poursuivi les 16 novembre 2005, 10 janvier 2006 et 14 février 2006 par les auditions de cinq experts issus du monde des ONG tant internationales que belges. Les 21 février et 21 mars 2006, la commission a procédé au débat et à l'adoption de la résolution qui vous est présentée aujourd'hui.

De quoi parlons-nous ? La définition donnée à Cape Town en 1999 fait état de ces centaines de milliers d'enfants, de 8 à 17 ans, filles ou garçons, le plus souvent enlevés à leur famille, déracinés, bien souvent entraînés à s'attaquer d'abord à leur propre camp, leur village ou leur famille. Ils perdent ainsi toute identité et ne portent généralement qu'un nom de guerre. Pour les filles, la situation est pire, bien pire encore, comme vous l'imaginez sans doute.

La moitié de ces jeunes est condamnée à mort avant 18 ans. Les survivants suivent un parcours infernal dont ils sortent rarement indemnes. Ils sont l'arme absolue du pauvre, dira l'un des experts consultés. Il faut remercier ces experts, particulièrement la coalition belge contre l'utilisation des enfants soldats. Ils ont largement facilité notre travail qui vise, par des recommandations, à inviter le gouvernement belge à progresser en vue de mettre fin à l'utilisation des jeunes de

voordelen, lijkt ons veel democratischer en benadert beter de doelstellingen van de strijd tegen de digitale kloof.

Of het nu gaat om een enige licentie, de mogelijkheid om de programma's aan te passen aan de behoeften van de gebruikers, de erkende stabiliteit van de programma's, het beperken van de verspreiding van virussen, de hoogwaardige prestaties die door onafhankelijke organisaties worden erkend, de compatibiliteit van het systeem met de andere bestaande systemen, het functioneren op de meeste microprocessoren op de markt en, tot slot, het functioneren met alle webstandaarden: de strategie van de vrije software, in hoofdzaak een verkoop van diensten, past meer in de logica van het succes van de e-maatschappij. Dat wil ik onderstrepen.

– De bespreking is gesloten.

– De stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel heeft later plaats.

Voorstel van resolutie inzake kinderen in gewapende conflicten (van mevrouw Sabine de Bethune c.s., Stuk 3-1370)

(Voor de tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging, zie stuk 3-1370/6.)

Bespreking

De heer Pierre Galand (PS), rapporteur. – Vooreerst wil ik hulde brengen aan mevrouw de Bethune voor haar opmerkelijke bijdrage. De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging heeft deze problematiek grondig onderzocht. De besprekingen gingen van start op 16 november 2005 met de voorstelling van het thema door mevrouw de Bethune. Er waren hoorzittingen op 16 november 2005, 10 januari 2006 en 14 februari 2006 met vijf deskundigen van Belgische en internationale NGO's. Op 21 februari en 21 maart 2006 vonden er commissiebesprekingen plaats en werd de voorliggende resolutie aangenomen.

Waarover gaat het? In de Kaapstadprincipes van 1999 is sprake van honderdduizenden kinderen tussen 8 en 17 jaar, meisjes of jongens, die meestal bij hun familie zijn weggehaald. Ze zijn ontheemd en worden opgeleid om in de eerste plaats hun eigen omgeving, hun dorp of hun familie aan te vallen. Ze verliezen hun identiteit en hebben alleen nog maar een oorlogsnaam. Voor de meisjes is de toestand het ergst, erger nog dan men zich kan indenken.

De helft van deze jongeren zijn veroordeeld om vóór hun achttiende te sterven. De overlevenden leggen een duivelse weg af en brengen het er zelden ongedeerd van af. Volgens één van de experts zijn ze het absolute wapen van de armen. We danken de deskundigen en vooral de Belgische coalitie tegen het gebruik van kindsoldaten, want zij hebben ons werk aanzienlijk vergemakkelijkt. We vragen de Belgische regering een einde te maken aan de oproeping van jongeren onder de

moins de 18 ans comme miliciens, militaires ou soldats.

Il s'agit clairement, pour la Belgique, de mettre fin à la législation relative au service militaire obligatoire, celle-ci n'étant que suspendue.

Il s'agit aussi d'accorder un statut civil aux jeunes de moins de 18 ans qui fréquentent nos écoles militaires.

Dans ses relations extérieures et sa politique de coopération, la Belgique se doit d'insister sur la ratification, par les pays partenaires, du protocole établi à Cape Town, en Afrique du Sud, et qui fixe à 18 ans l'âge minimum pour l'entrée aux armées.

Au sein de l'Union européenne, il faut que la Belgique plaide pour que soient promus des *guidelines* et un représentant spécial pour que cesse l'utilisation des enfants soldats. Il doit s'agir d'un outil opérationnel en direction des États et des acteurs non étatiques. Cela s'adresse en particulier aux États du sud mais aussi aux États membres de l'Union européenne, s'ils n'ont pas encore ratifié le protocole facultatif à la Convention des droits de l'enfant.

Il s'agit d'un plaidoyer pour la fin du recours aux enfants dans les conflits armés qui s'inscrit ainsi dans un contexte précis de lutte contre le sous-développement, source de tension, de déplacement de population, de sévices sur les femmes, etc.

Développement signifie aussi désarmement, démobilisation, réintégration d'enfants dans la vie civile. Il s'agit en fait, comme le disait déjà le rapporteur spécial des Nations unies pour le Millénaire, de créer des cohérences entre les politiques de coopération, notamment dans les politiques belges et européennes, pour conforter le droit et la protection des jeunes générations, et de se doter des instruments pour réprimer les infractions.

Ce rapport et ces recommandations dont Mme de Bethune nous parlera avec beaucoup de talent, sont complémentaires aux travaux, recommandations et propositions de loi déjà adoptées par notre assemblée, notamment en matière de commerce des armes légères, d'armes à sous-munitions, de mines antipersonnel, etc.

M. Christian Brotcorne (CDH). – Je tiens à m'associer aux paroles élogieuses de notre rapporteur à l'égard de l'auteur de la résolution et de tous ceux qui lui ont emboîté le pas en cosignant la résolution et en l'adoptant à l'unanimité. Cette démarche est importante car elle porte sur un thème particulièrement crucial : trop souvent, les conflits internes ou internationaux prennent malheureusement pour cible les populations civiles, en particulier les enfants. Le recours aux enfants est bien sûr en totale contravention avec les principes élémentaires des droits humanitaires et des droits de l'homme.

On dit que les enfants recrutés seraient à peu près 300.000 dans le monde, indépendamment de ceux qui sont pris en otage. Les guerres, depuis dix ans, auraient tué deux millions d'enfants, selon les chiffres avancés par les Nations unies.

Je voudrais m'arrêter un instant sur l'exemple de la Colombie. On y déplore le recrutement d'enfants soldats dans des groupes militaires irréguliers : guérillas et groupes paramilitaires. Selon les sources, un combattant sur quatre a moins de 18 ans dans ce pays.

On notera à cet égard que le secrétaire général des Nations

achtien jaar als milicien, militair of soldaat.

De opgeschorte wetgeving op de verplichte dienstplicht moet worden afgeschaft.

Het militair statuut voor jongeren onder de achttien jaar die naar de militaire scholen gaan moet worden omgezet in een burgerlijk statuut.

Op het vlak van het buitenlands beleid en de ontwikkelingssamenwerking moet België de partnerlanden aansporen om de Kaapstad-principes te ratificeren. Dit impliceert een minimumleeftijd van achttien jaar om bij het leger te gaan.

Binnen de Europese Unie moet België pleiten voor het opstellen van EU-richtsnoeren en voor een speciale vertegenwoordiger voor kinderen in gewapende conflicten. Dit instrument moet worden ontwikkeld voor staten en voor individuen. Het is in de eerste plaats bedoeld voor de landen uit het Zuiden, maar ook voor de lidstaten van de Europese Unie die het Facultatief Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van het kind nog niet hebben geratificeerd.

Het pleidooi om geen kinderen meer in te zetten in gewapende conflicten maakt overigens deel uit van de strijd tegen de onderontwikkeling, die een bron is van spanningen, volksverhuizingen en vrouwenmishandeling.

Ontwikkeling betekent ook ontwapening, demobilisatie, reïntegratie van de kinderen in het maatschappelijke leven. De bedoeling is, zoals de speciale VN-rapporteur voor het Millennium al zei, het Belgische en het Europese ontwikkelingsbeleid op elkaar af te stemmen, het recht en de bescherming van de jonge generaties te versterken en instrumenten te ontwikkelen om inbreuken te bestraffen.

Mevrouw de Bethune zal dit verslag en de aanbevelingen deskundig toelichten. Deze aanbevelingen sluiten overigens naadloos aan bij de werkzaamheden, de aanbevelingen en de wetsvoorstellen die al door de Senaat werden aangenomen, meer bepaald over de handel in lichte wapens, submunitie en antipersoonsmijnen.

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *Ik sluit me aan bij de lovende woorden van de rapporteur over de indiener van de resolutie en de medeondertekenaars van de resolutie, die unaniem werd aangenomen. Dit is een belangrijke stap. Bij interne of internationale conflicten is de burgerbevolking immers al te vaak het slachtoffer, vooral de kinderen. Het inzetten van kinderen staat haaks op de elementaire principes van de humanitaire rechten en de mensenrechten.*

Wereldwijd zouden er, naast de kinderen die gegijzeld zijn, ongeveer 300.000 kinderen bij gewapende conflicten worden ingezet. Volgens de cijfers van de Verenigde Naties zouden er in tien jaar tijd twee miljoen kinderen gedood zijn.

Ik sta even stil bij het voorbeeld van Colombia, waar kindsoldaten gerekruteerd worden door onregelmatige militaire groepen, guerrilla's en paramilitaire groepen. Eén strijder op vier zou jonger zijn dan achttien jaar.

In zijn rapport over kinderen en gewapende conflicten heeft de secretaris-generaal van de Verenigde Naties het over rekruteringspraktijken en het inzetten van kinderen in Colombia. De publicatie omvat ook een lijst van de

unies, dans son rapport sur les enfants et les conflits armés, dénonce précisément les pratiques de recrutement et d'utilisation des enfants en Colombie, établissant même la liste des parties au conflit qui recourent à de telles pratiques.

Malheureusement, dans le cas de la Colombie comme dans d'autres, les parties au conflit refusent de s'engager à démobiliser les enfants et à renoncer à utiliser ceux-ci. Cela nous montre que la pression doit être maintenue.

Il faut évidemment encourager le travail des Nations unies à ce sujet, les rapports ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité pour continuer à dénoncer coûte que coûte de telles pratiques, même si, parfois, on a l'impression que cela n'a pas une utilité directe et immédiate.

À cet égard, le groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants dans les conflits armés, mis sur pied à la fin de l'année dernière, constitue une avancée remarquable, de même que la mise au point d'un mécanisme de surveillance, même s'il se heurte, ici aussi, à la résistance des parties impliquées. Cet outil permettra de mieux lutter contre le phénomène en tentant de recueillir l'information la plus précise possible sur les conflits où sont utilisés les enfants.

C'est pour ces raisons et pour toutes celles qui sont énoncées dans les considérants de la résolution, ainsi que pour la pertinence des propositions formulées dans la résolution que le groupe CDH votera sans problème en faveur de ce texte.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Je remercie les collègues qui ont contribué à l'élaboration de cette résolution. J'adresse un remerciement particulier à M. Galand, rapporteur, pour son rapport pertinent, aux services administratifs du Sénat et à la Coalition belge contre l'utilisation des enfants-soldats, soutenue par la Coalition internationale contre l'utilisation des enfants-soldats. Nous avons pu compter sur la collaboration qualifiée d'experts des départements de la Coopération au développement et de la Défense chargés de mettre en œuvre les projets belges de désarmement et de réinsertion des enfants-soldats.*

Nos travaux ont abouti à une résolution intéressante et pertinente qui énonce des recommandations à l'attention du gouvernement pour que la politique belge dans ce domaine soit améliorée.

Le thème des enfants-soldats et la politique belge en la matière sont, en ce début d'année, un centre d'intérêt international. Nous avons adopté le protocole facultatif voici quelques années et le droit des traités des Nations unies nous impose de présenter au Haut Commissariat aux Droits de l'homme un rapport indiquant de quelle manière ce protocole est transposé dans notre législation interne.

Le rapport belge sur l'application du protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés est maintenant à l'ordre du jour à Genève. Je viens de prendre connaissance de la réponse du gouvernement belge au Haut Commissariat quant à l'application du protocole en Belgique. Elle indique que, depuis l'adoption du protocole, quelques améliorations ont été apportées à notre législation nationale.

Nous y avons ainsi inscrit que les mineurs ne peuvent être impliqués dans aucune opération armée, quelle qu'elle soit.

conflictpartijen die dergelijke praktijken toepassen.

In Colombia, maar ook elders, weigeren de partijen die bij het conflict betrokken zijn de kinderen te demobiliseren. Ze zijn ook niet van plan om geen kinderen meer in te zetten in de strijd. We moeten druk blijven uitoefenen.

We moeten het werk van de Verenigde Naties, de rapporten en de resoluties van de Veiligheidsraad steunen. Deze praktijken moeten in elk geval worden bestreden, ook al lijkt het soms dat er geen onmiddellijk resultaat wordt geboekt.

De werkgroep van de Veiligheidsraad voor de veiligheid van kinderen in gewapende conflicten, die eind vorig jaar werd opgericht, heeft opmerkelijke vooruitgang geboekt. Er werd een toezichtmechanisme opgezet, maar dat stuit uiteraard op weerstand bij de betrokken partijen. Dankzij dat mechanisme kan de strijd tegen dit fenomeen worden opgevoerd door zo nauwkeurig mogelijk inlichtingen in te winnen over de conflicten waarbij kinderen worden ingezet.

Om die reden en omdat wij het eens zijn met de relevante aanbevelingen van de resolutie zal de CDH-fractie deze tekst goedkeuren.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Ik dank de collega's die hebben meegewerkt aan de totstandkoming van deze resolutie. Mijn bijzondere dank gaat naar de heer Galand, rapporteur, voor zijn pertinente verslag, de administratieve diensten van de Senaat en de Belgische Coalitie tegen het gebruik van Kindsoldaten die gesteund wordt door de Internationale Coalitie tegen het gebruik van Kindsoldaten. Wij konden rekenen op de deskundige medewerking van experts van de departementen Ontwikkelingssamenwerking en Landsverdediging die op het terrein actief zijn voor de Belgische projecten met het oog op de ontwapening en reïntegratie van kindsoldaten.

Onze werkzaamheden hebben geleid tot een interessante en pertinente resolutie met aanbevelingen voor de regering om het Belgische beleid terzake nog te verbeteren.

Het thema van de kindsoldaten en het Belgische beleid terzake staan dit voorjaar in de internationale aandacht. We hebben het optionele protocol enkele jaren geleden aangenomen en de verdragrechtelijke wetgeving van de VN legt ons op om het Hoog Commissariaat voor de Rechten van de Mens een aantal jaren na de goedkeuring van het protocol een rapport voor te leggen over de manier waarop wij dat in onze interne wetgeving omzetten.

Dit voorjaar staat het Belgische rapport over de toepassing van het optionele protocol bij het Kinderrechtenverdrag over kinderen in gewapende conflicten op de agenda in Genève. Ik heb onlangs, na de stemming in de commissie, het antwoord gezien van de Belgische regering aan de Hoge Commissaris over de toepassing van dat protocol in België. Daaruit blijkt dat sinds de aanvaarding van dat protocol enkele verbeteringen in de nationale Belgische wetgeving werden ingevoerd.

Zo hebben wij in onze nationale wetgeving ingeschreven dat

Par ailleurs, la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire a inséré dans le Code pénal belge un article 136quater qui dispose que le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants-soldats est assimilé à un crime de guerre. Il s'agit d'une mesure importante qui permet à notre pays de respecter la norme internationale.

Je souligne que la Belgique a développé une série de projets sur la réinsertion des enfants-soldats, qui méritent d'être mieux connus. Nous avons eu un échange de vues passionnant avec les experts qui supervisent l'administration. Je voudrais encourager ces projets. Je déplore juste que la communication à leur sujet ne soit pas meilleure et qu'on ne donne pas une image globale de la politique belge relative aux enfants-soldats, des rapports distincts étant présentés pour chaque projet et chaque pays.

Des progrès ont donc déjà été réalisés sur le plan politique mais la politique doit encore être améliorée. C'est en cela que notre résolution, qui recommande au gouvernement d'aller de l'avant, est utile.

Je voudrais expliciter quelques-unes des recommandations que le rapporteur a bien résumées.

Ma première remarque concerne le statut des candidats-officiers de moins de 18 ans qui étudient à l'école militaire. Dans notre pays, les jeunes peuvent s'inscrire à l'école militaire dès l'âge de 16 ans. Ils sont alors soumis au statut militaire. Certes, la loi interdit de les faire participer à des opérations militaires. Nous respectons donc le protocole facultatif. La commission du Sénat a pourtant recommandé au ministre de la Défense d'adapter sa politique dans ce domaine conformément au straight-18 principe. Le gouvernement pourrait profiter de la réforme annoncée des statuts du personnel de la Défense pour conférer aux jeunes un statut civil, comme l'a fait le Portugal. Une autre possibilité consisterait à fixer à 18 ans l'âge minimal requis pour être admis à l'école militaire. C'est ce qu'ont fait l'Allemagne, le Danemark, la Finlande et la Suisse. La première option ne pose aucun problème. Nous comprenons qu'il puisse être utile de permettre à des jeunes qui se sentent appelés à cette carrière d'entamer à 16 ans les études qui conviennent, mais il faut que ce soit expressément sous un statut civil. Il importe que nous adaptions notre législation à ce sujet pour que nous conservions notre rôle de pionnier au niveau européen. La Belgique n'est pas le seul pays défaillant dans ce domaine. Les forces armées britanniques comptent ainsi 6.000 mineurs. Jusqu'à il y a deux ou trois ans, ces enfants étaient également envoyés dans des régions en guerre. Les Pays-Bas fixent eux aussi à 16 ans l'âge minimum de recrutement et, comme plusieurs autres pays européens, ils n'ont même pas ratifié le protocole facultatif. On est encore loin d'une politique européenne cohérente en la matière, ce qui rend les efforts de notre pays d'autant plus importants.

Ma deuxième recommandation part du principe que le département de l'Intérieur et plus spécialement l'Office des étrangers doivent accroître leurs efforts pour accueillir de manière adéquate les jeunes demandeurs d'asile ayant un passé d'enfant-soldat. Cette culture s'est peu à peu développée au sein du département. Au cours des quinze dernières années, des procédures permettant d'offrir aux enfants un accompagnement différent de celui des adultes ont

minderjarigen niet kunnen worden ingezet in welke vorm van gewapende operatie dan ook.

We hebben voorts bij wet van 5 augustus 2003 over de ernstige schendingen van het internationale humanitaire recht een artikel 136quater in het Belgische Strafwetboek ingevoegd dat bepaalt dat het inzetten of rekruteren van kindsoldaten gelijk staat met een oorlogsmisdad. Dat is een belangrijke wetgevende maatregel waarmee ons land de internationale norm respecteert.

Ik onderstreep dat België een reeks projecten rond de reïntegratie van kindsoldaten heeft ontwikkeld, vooral in Centraal-Afrika, die een betere bekendheid verdienen. We hebben een boeiende gedachtewisseling gehad met de experts die de administratie superviseren. Ik wens die projecten aan te moedigen en te steunen. Ik betreur alleen dat de communicatie over die projecten niet vlotter gebeurt en dat er geen globaal beeld gegeven wordt over het Belgische beleid inzake kindsoldaten. Er wordt over ieder project en land afzonderlijk gerapporteerd, maar een globale visie over de acties op het terrein ontbreekt.

Beleidsmatig zijn dus al een aantal positieve stappen gezet. Dat belet niet dat in de toekomst het beleid verder moet worden aangescherpt. Vandaar het nut van onze resolutie met aanbevelingen om de regering ertoe aan te sporen nog nieuwe stappen te zetten.

Ik wil een aantal aanbevelingen, die zonet door de rapporteur goed werden samengevat, verduidelijken.

Mijn eerste bemerking gaat over het statuut van de kandidaat-officieren van minder dan 18 jaar die aan de militaire school studeren. In ons land mogen jongeren vanaf 16 jaar naar een militaire school. Zij vallen dan onder het militaire statuut. De wet bepaalt wel dat ze niet bij militaire operaties kunnen worden ingezet. We respecteren dus het optionele protocol. De Senaatscommissie heeft de minister van Landsverdediging evenwel duidelijk geadviseerd zijn beleid op dat vlak aan te passen, conform het *straight-18 principe*. De regering zou de aangekondigde hervormingen over de statuten van het personeel van defensie kunnen aangrijpen om die jongeren een burgerstatuut te geven, zoals ook Portugal al deed. Een andere mogelijkheid zou zijn de minimumleeftijd voor toelating tot militaire scholen vast te stellen op 18 jaar. Duitsland, Denemarken, Finland en Zwitserland hebben die maatregel genomen. Wij hebben geen probleem met de eerste optie. Om tal van redenen begrijpen we dat het nuttig kan zijn jonge mensen, die zich geroepen voelen tot deze carrière, de kans te geven om vanaf 16 jaar al de juiste studie aan te vatten, maar dan wel uitdrukkelijk onder een burgerstatuut. Op die wijze zouden we handelen conform de principes die we zelf hanteren op dat gebied. Ik vind het belangrijk dat we de bestaande wetgeving op dit punt aanpassen, zodat we onze voortrekkersrol op Europees gebied verder kunnen waarnemen. België is niet het enige Europese land dat op dit vlak tekort schiet. Groot-Brittannië bijvoorbeeld telt ongeveer 6.000 minderjarigen onder haar strijdkrachten. Tot twee à drie jaar geleden werden deze kinderen ook naar oorlogsgebieden gestuurd, zoals Irak en Bosnië. Nu is dat niet meer het geval. Ook Nederland stelt de minimumleeftijd voor rekrutering op 16 jaar en heeft zelfs het facultatieve protocol nog niet geratificeerd, net als Hongarije, Cyprus, Estland, Slowakije en Letland. Een coherent Europees beleid is op dit vlak nog

été élaborées. Le groupe cible que constituent les enfants est toutefois très diversifié. Ceux qui ont un passé d'enfant-soldat nécessitent une approche spécifique. À la lecture de la réponse adressée par notre pays au Haut commissaire aux Droits de l'homme, il me paraît que notre gouvernement ne répond pas de manière assez concrète à la nécessité d'offrir un accueil ciblé à ces enfants.

Ma dernière recommandation est bien intentionnée mais est inspirée par une certaine inquiétude. Dans le sillage des excellents projets que nous menons à bien en Afrique centrale pour désarmer et réinsérer les enfants-soldats, une cellule mixte Défense-Coopération au développement a vu le jour dans l'administration belge.

Ces deux départements suivent ensemble les projets sur le terrain et pourront sans doute les concevoir et les contrôler de concert à l'avenir. Jusqu'à présent, la cellule mixte reste un organe informel, tributaire de la bonne volonté des ministres et du dirigeant de l'administration qui permet aux experts des deux départements d'agir ensemble dans ce domaine.

La commission des Relations extérieures et de la Défense recommande de donner une base formelle à cette structure pragmatique efficace. La Belgique a acquis une grande expertise. Nous ne devons pas la laisser disparaître au gré des vicissitudes de la politique. Nous pouvons nous inspirer de la cellule mixte créée en Grande-Bretagne ou de la structure conférée à B-FAST.

Voilà trois critiques que j'avais à formuler pour inciter le gouvernement à donner à notre politique une base stable. J'espère que le gouvernement y apportera une réponse adéquate et positive et que ces préoccupations seront relayées à Genève lors de la discussion du rapport présenté par la Belgique.

M. Lionel Vandenberghe (SP.A-SPIRIT). – *Je voudrais mettre l'accent sur quelques aspects moins techniques que les interventions précédentes.*

Tout le monde sait que des enfants continuent à participer massivement aux conflits armés. L'un des orateurs précédents faisait état de 300.000 enfants mais selon d'autres, il y en aurait davantage. Les enfants sont enlevés à leur milieu social pour aller combattre pour des groupes armés.

veraf. Een inspanning van ons land is dus van groot belang.

In mijn tweede aanbeveling meen ik dat het departement Binnenlandse Zaken, meer bepaald de Dienst Vreemdelingenzaken, nog meer inspanningen moet doen om jonge asielzoekers met een verleden als kindsoldaat op een meer gepaste en gerichte wijze op te vangen. Langzamerhand is binnen dat departement wel een cultuur in de zin gegroeid. De voorbije tien tot vijftien jaar werd op dat vlak heel wat vooruitgang geboekt. Er werden procedures uitgewerkt om kinderen anders te begeleiden dan volwassenen. Binnen de doelgroep kinderen is er echter een ontzettend grote diversiteit. Kinderen met een verleden als kindsoldaat vergen een heel specifieke benadering. Uit het antwoord van ons land op dit punt aan de Hoge Commissaris voor de mensenrechten leid ik af dat de regering tekort schiet en niet concreet genoeg ingaat op de noodzaak om deze doelgroep gericht op te vangen.

Mijn laatste aanbeveling is positief bedoeld, maar gaat uit van enige onrust. In het zog van onze goede projecten in Centraal-Afrika om kindsoldaten te ontwapenen en te reïntegreren is op een pragmatische wijze in de Belgische administratie tussen Landsverdediging en Ontwikkelingssamenwerking een gemengde cel geroeid.

Samen volgen die departementen de projecten op het terrein en wellicht kunnen ze die voor de toekomst ook samen concipiëren en monitoren. Tot op vandaag blijft de gemengde cel een informeel orgaan dat afhankelijk is van de goodwill van de ministers en de kabinetten en van het hoofd van de administratie die de experts van de beide departementen de kans biedt om samen de problematiek aan te pakken.

Eén van de hoofdaanbevelingen van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging is dat aan deze goed werkende pragmatische structuur een formele grondslag zou worden gegeven. In België is heel wat expertise opgebouwd. We mogen die niet verloren laten gaan door de wisselvalligheden van de politiek. Ik verwijs naar het voorbeeld van wat vandaag al in Groot-Brittannië bestaat, waar op formele wijze een gemengde cel is opgericht om de problematiek van de kindsoldaten aan te pakken. We kunnen ook naar een voorbeeld uit de eigen administratie verwijzen, namelijk de structuur die aan B-FAST werd gegeven. Ook aan de bestaande informele cel inzake kindsoldaten kan in de toekomst een definitieve en duurzame basis worden gegeven.

Tot daar drie kritische punten die in het verlengde liggen van het gevoerde beleid, maar die noodzakelijk zijn om aan dat beleid een stabiele basis te geven. Ik hoop dat daar vanuit de regering een passend en positief antwoord op zal worden gegeven en dat deze bekommernissen zullen worden meegenomen naar de gedachtewisseling die in Genève in het verlengde van het desbetreffende Belgische rapport moet plaatsvinden.

De heer Lionel Vandenberghe (SP.A-SPIRIT). – Graag wil ik enkele persoonlijke accenten leggen, die minder technisch zijn dan de uiteenzettingen van de vorige sprekers.

Iedereen weet dat kinderen nog steeds massaal deelnemen aan gewapende conflicten. Een van de vorige sprekers had het over 300.000 kinderen, maar anderen beweren dat het er meer zijn. Kinderen worden op die manier weggehaald uit hun sociale milieu om te vechten in dienst van allerhande

L'interdiction des enfants-soldats figure dans plusieurs traités en matière de droits de l'homme et le droit humanitaire international interdit le recrutement d'enfants-soldats.

Dans la résolution, le Sénat demande au gouvernement d'insister pour que ces traités soient ratifiés et respectés. La résolution met également l'accent sur la prise en charge des enfants-soldats. En visitant un camp au Rwanda, j'ai été témoin de situations poignantes. Les enfants doivent être complètement rééduqués. L'impact de la violence sur eux est en effet énorme. Leur réintégration dans la société est une nécessité absolue. La prise en charge des enfants-soldats réfugiés en Belgique est particulièrement importante pour leur avenir et pour la reconstruction pacifique de leur pays ou de leur région.

Le Sénat demande également que l'on s'attache plus particulièrement au problème des enfants-soldats dans le cadre de notre coopération au développement. Mme de Bethune l'a également souligné.

Notre politique de développement doit s'attacher prioritairement aux enfants-soldats pour que nous puissions mener des actions plus ciblées, tant en matière de prévention des conflits que dans les programmes mis en œuvre dans les régions qui sortent d'un conflit.

La résolution s'attache aussi à la Défense belge et demande notamment l'abolition de la loi sur le service militaire obligatoire. Cette loi permet en effet de mobiliser des mineurs en temps de paix. J'avais d'ailleurs déjà déposé un projet de loi abolissant la loi sur le service militaire obligatoire qui n'est en effet pas abolie mais suspendue.

Le problème des armes légères me tient tout particulièrement à cœur. La Coalition belge contre l'utilisation des enfants-soldats a fait part de cette préoccupation pendant l'audition. Ne perdons pas de vue que c'est précisément l'existence d'un arsenal gigantesque d'armes légères qui permet l'engagement d'enfants-soldats. De telles armes circulent en masse dans les zones de conflit en raison de leur prix modéré, de la facilité avec laquelle on peut se les procurer sur le marché noir et de leur maniement aisé, même pour un enfant de dix ans.

Le continent européen produit 42% des armes légères. Selon les statistiques disponibles, ces armes sont responsables de 500.000 morts par an. Il importe de contrôler ces armes pour empêcher qu'elles alimentent les guerres. Nous voyons ce qui se passe pour l'instant au Népal.

Nous devons prendre des mesures politiques et législatives pour enrayer la diffusion des armes légères. Il convient de lutter plus énergiquement contre l'usage abusif de ces armes et leur diffusion anarchique dans les zones de conflits. Tant que les armes seront disponibles dans ces zones, il sera illusoire de vouloir enrayer l'utilisation d'armes légères par les enfants-soldats.

C'est pourquoi j'ai également déposé des amendements dans lesquels je demande au gouvernement d'élaborer des lois, des règlements et des procédures administratives en vue de soumettre la production et les exportations d'armes légères à un contrôle effectif et de prévenir le commerce illégal ou la vente illicite à des destinataires non compétents. Je cite un passage de mon amendement : « d'œuvrer pour un respect

gewapende groepen. Het verbod om kindsoldaten in te zetten staat in verschillende mensenrechtenverdragen en ook het internationale humanitaire recht verbiedt het inzetten van kindsoldaten.

In de resolutie vraagt de Senaat de regering aan te dringen op de ratificatie en naleving van deze verdragen. De resolutie legt ook de nadruk op de opvang van kindsoldaten. Ik heb in Rwanda een kamp bezocht, waar ik getuige was van schrijnende toestanden. De kinderen moeten daar helemaal heropgevoed worden. De impact van het geweld op de kinderen is immers immens. Reïntegratie in de maatschappij ter plaatse is absoluut noodzakelijk. De psychologische opvang van kindsoldaten die als vluchteling in België terecht komen, is van bijzonder groot belang voor hun eigen toekomst en voor een vreedevolle opbouw van hun land of regio.

De Senaat vraagt ook meer aandacht voor de problematiek van de kindsoldaten in het kader van onze ontwikkelingssamenwerking. Dat heeft mevrouw de Bethune ook benadrukt.

Kindsoldaten moeten prioritaire aandacht krijgen in ons ontwikkelingsbeleid, zodat we meer gerichte acties kunnen ondernemen, zowel in conflictpreventie- als in postconflictprogramma's.

De resolutie besteedt ook aandacht aan de Belgische defensie en vraagt onder meer de afschaffing van de wet op de dienstplicht. Deze wet maakt het immers mogelijk minderjarigen op te roepen in vredestijd. Zelf had ik al een wetsvoorstel ingediend voor de afschaffing van de wet op de dienstplicht. Deze wet is immers niet afgeschaft, maar opgeschort.

Een element dat mij na aan het hart ligt en dat aanvankelijk te weinig werd benadrukt, is de problematiek van de lichte wapens. De Belgische coalitie tegen het gebruik van kindsoldaten deelde deze bezorgdheid tijdens de hoorzitting. Wij mogen niet uit het oog verliezen dat precies de beschikbaarheid van een gigantisch arsenaal van lichte wapens de inzet van kindsoldaten mogelijk maakt. In conflictgebieden zijn dergelijke wapens massaal in omloop omdat ze goedkoop zijn, gemakkelijk te verkrijgen op de zwarte markt en eenvoudig hanteerbaar, ook voor tienjarige kinderen.

Het Europese continent produceert 42 procent van de lichte wapens. Volgens de beschikbare statistieken zijn lichte wapens verantwoordelijk voor 500.000 doden per jaar. Het is belangrijk controle te verwerven op dergelijke wapens om te voorkomen dat met deze wapens oorlogen worden gevoerd. Wij zien wat op dit ogenblik in Nepal gebeurt.

Wij moeten politieke en wetgevende maatregelen nemen om de verspreiding van lichte wapens aan banden te leggen. Zowel het verhinderen van het verkeerde gebruik van lichte wapens als de ongebreidelde verspreiding ervan naar conflictgebieden verdienen een veel strengere aanpak. Zolang wapens vrij ter beschikking staan van landen in conflict, blijft het verminderen van het gebruik van lichte wapens door kindsoldaten een illusie.

Ik heb dan ook amendementen ingediend waarin ik de regering vraag wetten, reglementen en administratieve

plus strict des embargos sur les armes en vigueur en particulier dans les régions où sont engagés des enfants-soldats et de soutenir la lutte contre le commerce illicite des armes à l'échelle internationale. »

Ces amendements ont été insérés dans la résolution. Notre groupe se réjouit de la résolution telle qu'elle nous est soumise et il espère qu'elle sera adoptée à l'unanimité.

L'utilisation d'enfants-soldats est prohibée par la loi. Tant qu'il en ira autrement, nous devons nous opposer fermement à l'engagement d'enfants-soldats dans les conflits armés. Nous devons exercer des pressions sur les pays et les groupes qui les utilisent et en même temps lutter contre le trafic d'armes légères.

– **La discussion est close.**

– **Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de résolution.**

Ordre des travaux

M. le président. – La ministre de la Justice étant retenue au Comité R, nous ne pouvons pas entamer la discussion du projet de loi modifiant un certain nombre de dispositions du Code civil en vue de permettre l'adoption par des personnes de même sexe.

Je propose que nous commencions les demandes d'explications.

(Assentiment)

Demande d'explications de Mme Jacinta De Roeck au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur «la politique concernant les enfants séjournant dans les centres d'accueil fermés pour demandeurs d'asile» (n° 3-1558)

M. le président. – Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques, répondra.

Mme Jacinta De Roeck (SP.A-SPIRIT). – *Le 23 juin 2005, le Sénat a consacré un débat d'actualité à l'enfermement de mineurs dans les centres fermés. Un mois auparavant, des parlementaires de tous les partis démocratiques avaient visité le centre fermé de Steenokkerzeel à l'initiative de Vluchtelingenwerk Vlaanderen.*

Le débat a débouché sur une série de demandes pressantes en faveur d'une approche plus humaine de l'accompagnement des mineurs dans les centres fermés.

Moins d'un an plus tard, la Commission francophone des droits de l'enfant a visité à son tour ce centre. Ses constatations sont sans détours. Presque rien n'a changé au cours de l'année écoulée. Une proposition de résolution

procédures uit te werken opdat de productie en uitvoer van lichte wapens effectief gecontroleerd kan worden en opdat de illegale handel of verkoop aan niet bevoegde bestemmingen kan worden voorkomen. Ik citeer uit een van mijn amendementen: 'een betere naleving van de bestaande wapenembargo's in het bijzonder in de gebieden waar kindsoldaten worden ingezet, en de strijd tegen de internationale wapenhandel te ondersteunen.'

Deze amendementen werden in de resolutie opgenomen. Onze fractie is dan ook tevreden met de resolutie zoals ze nu voorligt, en hoopt dat ze unaniem wordt goedgekeurd.

Het gebruik van kindsoldaten is al bij wet verboden. Zolang de praktijk anders is, moeten wij ons klaar en duidelijk verzetten tegen de inzet van kinderen in gewapende conflicten. Wij moeten druk uitoefenen op landen en groeperingen die gebruik maken van kindsoldaten en tegelijk de illegale handel in lichte wapens bestrijden.

– **De bespreking is gesloten.**

– **De stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel heeft later plaats.**

Regeling van de werkzaamheden

De voorzitter. – Omdat de minister van Justitie weerhouden is in Comité I, kunnen wij niet beginnen met de bespreking van het wetsontwerp tot wijziging van een aantal bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de adoptie door personen van hetzelfde geslacht mogelijk te maken.

Ik stel voor de vragen om uitleg aan te vatten.

(Instemming)

Vraag om uitleg van mevrouw Jacinta De Roeck aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over «het beleid ten aanzien van de kinderen in de gesloten opvangcentra voor asielzoekers» (nr. 3-1558)

De voorzitter. – Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven, antwoordt.

Mevrouw Jacinta De Roeck (SP.A-SPIRIT). – Op 23 juni 2005 hield de Senaat een actualiteitendebat over de opsluiting van minderjarigen in gesloten asielcentra. Een maand eerder hadden parlementsleden van alle democratische partijen op initiatief van Vluchtelingenwerk Vlaanderen een bezoek gebracht aan het gesloten asielcentrum van Steenokkerzeel.

Het debat resulteerde in een reeks dringende vragen voor een humanere aanpak van de begeleiding van minderjarigen in gesloten centra.

Minder dan een jaar later bracht de Franstalige kinderrechtencommissaris op zijn beurt een bezoek aan zo'n centrum. Zijn bevindingen liegen er niet om. In het afgelopen

visant à interdire l'enfermement d'étrangers mineurs dans des centres fermés a récemment encore été déposée à la Chambre.

Durant le débat au Sénat, les critiques suivantes ont été formulées.

Selon la première remarque, fondamentale, l'enfermement de mineurs dans des centres fermés est, d'après plusieurs juristes, contraire à l'article 22bis de la Constitution et aux articles 5 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cet enfermement est en outre arbitraire et dépend du hasard. Certains enfants aboutissent dans un centre, d'autres pas. Les membres de la commission des droits de l'enfant de notre pays sont clairs. Tant les mineurs non accompagnés que leurs familles ne peuvent plus être détenus dans des centres fermés. Les cellules d'isolement sont totalement inadmissibles. L'argument selon lequel les intéressés disparaissent sans cela dans l'illégalité ou deviennent les victimes de la traite des êtres humains doit être appréhendé d'une manière alternative.

On peut difficilement qualifier d'humain l'accueil des mineurs dans un bâtiment dont les fenêtres sont garnies de barreaux, où il n'y a parfois même pas une pelouse sur laquelle jouer, où les possibilités de se détendre sont rares, où l'enseignement est organisé de manière minimale (deux classes rassemblent les enfants de tous âges et de toutes nationalités), où moins de 10% du personnel sont des éducateurs ou des assistants sociaux, où aucune animation n'est prévue durant le week-end, etc. Les dégâts pédagogiques ainsi subis sont incalculables. On explique à peine aux mineurs les raisons de leur enfermement, sa durée et leur avenir. C'est traumatisant.

Le manque de statistiques empêche toute enquête scientifique sérieuse et donc une politique bien élaborée. De nombreuses questions restent sans réponse. Combien de mineurs séjournent-ils dans les divers centres fermés ? Quelle est leur nationalité ? Quelle est la durée moyenne de leur séjour ? Quel est le motif précis de leur enfermement ? S'agit-il d'illégaux, de demandeurs d'asile déboutés ou de personnes dont la demande de régularisation est pendante ? Combien de temps ont-ils vécu dans notre pays avant d'être placés dans un centre ? Combien de familles avec enfants disparaissent-elles chaque année dans l'illégalité ?

Un an après le débat d'actualité, il est temps d'évaluer la politique relative aux mineurs enfermés. C'est pourquoi j'aimerais recevoir une réponse aux questions suivantes.

Quelles mesures le ministre Dewael a-t-il prises depuis lors pour améliorer les conditions de vie, l'éducation, la formation et l'accompagnement psychologique des enfants enfermés ? Tous les centres disposent-ils des facilités nécessaires ?

Envisage-t-il comme solutions de rechange l'ouverture des centres qui accueillent exclusivement des familles d'étrangers, l'instauration de la surveillance électronique, des moyens de motivation supplémentaires pour encourager au retour ou encore l'enfermement du chef de famille ?

Quelles solutions de rechange à l'enfermement le ministre entend-il reprendre dans sa politique ? L'accord de gouvernement de juillet 2003 prévoyait des locaux séparés

jaar is er nauwelijks iets veranderd. Onlangs werd in de Kamer nog een voorstel van resolutie ingediend om de opsluiting van minderjarige vreemdelingen in gesloten centra te verbieden.

Tijdens het debat in de Senaat kwamen de volgende kritische opmerkingen aan bod.

Er was ten eerste de fundamentele opmerking dat de opsluiting van minderjarigen in gesloten centra volgens meerdere juristen indruist tegen artikel 22bis van de Grondwet en de artikelen 5 en 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Bovendien gebeurt die opsluiting willekeurig en afhankelijk van het toeval. Het ene kind verzeilt wel in een centrum, het andere niet. De kinderrechtcommissarissen in ons land zijn duidelijk. Zowel niet-begeleide minderjarigen als hun families mogen niet langer in gesloten centra worden opgevangen. Isoleercellen zijn helemaal uit den boze. Het argument dat de betrokkenen anders in de illegaliteit onderduiken of het slachtoffer worden van mensenhandelaars, moet op een alternatieve manier worden ondervangen.

De opvang van minderjarigen in een gebouw waar tralies voor de vensters hangen, waar soms niet eens een grasveld is om op te spelen, waar weinig ontspanningsmogelijkheden zijn, waar het onderwijs minimaal gehouden wordt (twee klassen voor alle leeftijden en nationaliteiten samen), waar minder dan 10% van het personeel opvoeders of sociaal assistenten zijn, waar in de weekends geen animatie is enzovoort, kan toch moeilijk doorgaan als een humane opvang voor kinderen. De pedagogische schade die hier opgelopen wordt, is moeilijk te overschatten. De minderjarigen krijgen nauwelijks uitleg over het waarom van hun opsluiting, de duur ervan en hun toekomst. Dat werkt traumatiserend.

Het ontbreken van statistisch materiaal belemmert ernstig wetenschappelijk onderzoek en dus een onderbouwd beleid. Vele vragen blijven onbeantwoord. Hoeveel minderjarigen verblijven in de diverse gesloten centra? Wat is hun nationaliteit? Wat is de gemiddelde duur van hun verblijf? Wat is de precieze aanleiding van hun opsluiting? Gaat het om illegalen of afgewezen asielzoekers of om mensen die een regularisatieaanvraag lopende hebben? Hoelang verbleven ze reeds in ons land voordat ze geplaatst werden? Hoeveel gezinnen met kinderen verdwijnen jaarlijks in de illegaliteit?

Eén jaar na het actualiteitsdebat is het tijd voor een evaluatie van het beleid inzake de opgesloten minderjarigen en daarom kreeg ik graag een antwoord op de volgende vragen.

Welke maatregelen heeft minister Dewael sindsdien genomen om de leefomstandigheden, de opvoeding en vorming en de psychologische begeleiding van de opgesloten kinderen te verbeteren? Beschikken alle centra over de nodige faciliteiten?

Overweegt hij als alternatief bijvoorbeeld centra te openen die exclusief gezinnen van vreemdelingen opvangen, elektronisch toezicht in te stellen, extra motiverende middelen om de terugkeer te bevorderen of de opsluiting van het gezinshoofd?

Welke alternatieven voor de opsluiting wil de minister in zijn beleid opnemen? Het regeerakkoord van juli 2003 voorzag in afgescheiden compartimenten voor gezinsopvang in gesloten centra. Beschikken alle centra ondertussen over een aparte

pour l'accueil des familles dans les centres fermés. Tous les centres disposent-ils depuis lors d'une aile ou d'un département distinct ? Y a-t-il encore des mineurs ou des familles qui ne séjournent pas dans ces départements séparés ?

Quels critères utilise-t-on pour placer certaines familles dans un centre fermé et d'autres pas ? Ces critères sont-ils les mêmes dans tout le pays ?

Kind en Gezin visite régulièrement les centres. Quelles sont ses constats ? L'organisation rédige-t-elle un rapport annuel ou des documents de ce genre ?

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – *La longueur de la question de Mme De Roeck ne m'étonne pas. Je connais la problématique et ai moi aussi visité ces centres. Je suis en outre co-auteur du passage qui, dans l'accord de gouvernement, concerne l'adaptation.*

Je vous lis la réponse du ministre de l'Intérieur.

Les familles avec enfants sont placées dans une aile séparée. Chacune dispose d'une chambre individuelle. Elles peuvent se déplacer librement dans l'aile, recevoir des visites et téléphoner librement au moyen d'un appareil payant. Elles reçoivent tout le courrier et les cadeaux qui leurs sont envoyés. Les enfants restent auprès de leurs parents.

Les enfants sont accueillis le mieux possible. Ils bénéficient d'un accompagnement, de cours et d'activités adaptés à la durée limitée du séjour dans le centre, en moyenne 19 jours. Puisque l'enseignement dépend des Communautés, j'ai demandé à mes collègues de veiller à l'organisation d'un enseignement dans les centres fermés.

Les enfants ont une salle de jeu où ils peuvent s'amuser et où sont également organisées des activités pédagogiques. Le nombre d'éducateurs sera bientôt augmenté pour mieux accompagner les enfants. Les membres du personnel du centre organisent également des activités récréatives, culturelles et sportives pour les personnes séjournant dans le centre et leurs enfants.

Il n'est pas facile de développer des alternatives à l'enfermement. Ainsi, le séjour dans un centre ouvert au lieu de la détention dans un centre fermé n'est pas une option possible car les membres de la famille doivent rester à la disposition notamment de leur représentation diplomatique, en vue de leur identification pour l'obtention d'un document de voyage.

La surveillance électronique permettant de localiser les familles et de les retrouver le jour de leur expulsion est impossible dans la pratique.

La pratique visant à ne détenir que le chef de famille a été appliquée pendant quelques années mais a souvent mis en péril l'unité de la famille. On a en outre constaté que les autres membres refusaient de se rendre auprès du chef de famille au jour prévu pour le départ.

L'obligation d'information rencontre tout aussi peu de succès car il est peu probable que les familles se manifestent volontairement lorsqu'elles savent qu'elles seront rapatriées

vleugel of afdeling? Zijn er nog minderjarigen of gezinnen die niet in zo'n aparte afdeling verblijven?

Welke criteria worden gehanteerd om bepaalde gezinnen wel in een gesloten centrum onder te brengen en andere niet? Zijn die criteria uniform voor het hele grondgebied?

Kind en Gezin bezoekt regelmatig de centra. Wat zijn de bevindingen? Stelt de organisatie een jaarverslag of vergelijkbare documenten op?

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – *Het verbaast me niet dat de vraag van mevrouw De Roeck zo lang is. Ik ken de problematiek en heb die centra ook zelf bezocht. Daarenboven sta ik mede aan de basis van de passage in het regeerakkoord met betrekking tot de aanpassing.*

Ik lees het antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken.

De gezinnen met kinderen worden ondergebracht in een aparte vleugel. Elk gezin beschikt over een afzonderlijke kamer. Ze kunnen zich vrij verplaatsen in de vleugel, mogen bezoek ontvangen en vrij telefoneren met een betaaltelefoon. Ze krijgen alle post en cadeaus die hen worden toegestuurd. De kinderen blijven bij hun ouders.

De kinderen worden zo goed mogelijk opgevangen. Ze krijgen begeleiding, cursussen en activiteiten aangepast aan de beperkte duur van het verblijf in het centrum, gemiddeld negentien dagen. Aangezien het onderwijs afhangt van de gemeenschappen, heb ik mijn collega's gevraagd in te staan voor het uitwerken van onderwijs in de gesloten centra.

De kinderen beschikken over een speelzaal waar ze zich kunnen vermaken en waar ook opvoedkundige activiteiten plaatsvinden. Het aantal opvoeders zal binnenkort worden verhoogd om de kinderen beter te begeleiden. De personeelsleden van het centrum organiseren ook recreatieve, culturele en sportieve activiteiten voor de bewoners en hun kinderen.

Alternatieven voor een opsluiting zijn niet eenvoudig. Zo is het verblijf in een open centrum in plaats van de vasthouding in een gesloten centrum geen bruikbare optie, omdat de gezinsleden ter beschikking moeten blijven, onder meer van hun diplomatieke vertegenwoordiging met het oog op hun identificatie voor het bekomen van een reisdocument.

Het elektronisch toezicht dat de mogelijkheid geeft gezinnen te lokaliseren en op te pikken de dag van de verwijdering is in de praktijk onwerkbaar.

De praktijk die erin bestaat alleen het gezinshoofd vast te houden werd enkele jaren toegepast, maar bracht de eenheid van het gezin vaak in het gedrang. Bovendien werd vastgesteld dat de andere gezinsleden weigerden het gezinshoofd te vervoegen op de voorziene dag van vertrek.

De meldingsplicht maakt evenmin kans op succes, want het is weinig waarschijnlijk dat gezinnen zich vrijwillig aanmelden wanneer ze weten dat ze gedwongen zullen worden gerepatriëerd.

contraintes et forcées.

La seule solution possible pour l'instant est le retour volontaire des familles grâce aux programmes de retour développés par des ONG ou par l'OIM. Puisque je ne suis pas compétent pour cette matière, j'ai demandé à mon collègue Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances, de promouvoir le retour volontaire.

Je souligne encore que j'applique loyalement l'accord de gouvernement. La création d'ailes spéciales pour les familles est une réalité dans le centre 127bis et les centres de Merksplas et de Vottem.

Je suis en outre disposé à examiner, avec mon collègue des Finances, compétent pour la Régie des bâtiments, la création de possibilités d'accueil individuelles avec un régime spécifique pour les familles avec de jeunes enfants.

Lorsque leur procédure se termine par une décision négative, toutes les familles se voient notifier l'ordre de quitter le territoire, ce qui doit leur permettre de retourner dans leur pays d'origine volontairement, avec leurs propres moyens ou grâce à un programme de retour. Lorsqu'elles refusent de donner volontairement suite à un ordre, la mesure d'éloignement peut être appliquée par la contrainte, conformément à la loi.

L'enfermement de familles a lieu dans certains cas : dans le cadre de contrôles de police, en vertu du règlement européen de Dublin – dans ce cas, la famille est enfermée en vue de son transfert vers l'État membre responsable du traitement de sa demande d'asile – ou à la frontière, lorsque la famille ne satisfait pas aux conditions d'accès au territoire.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance et Kind en Gezin n'ont, pour autant que je sache, formulé aucune remarque au sujet du traitement des familles avec enfants dans les centres fermés.

Mme Jacinta De Roeck (SP.A-SPIRIT). – Je remercie le ministre pour sa réponse circonstanciée. Elle soulève toutefois encore des questions mais c'est compréhensible étant donné la complexité du problème. Je me réjouis de certains points de la réponse, par exemple concernant l'enseignement. Je me réjouis également que le nombre de travailleurs sociaux sera augmenté sous peu. Nous suivrons certainement ceci. Cela vaut aussi pour la promesse de rechercher, avec le ministre Reynders, un bâtiment séparé pour un accueil distinct. Je continuerai à suivre la question avec ma collègue Talhaoui.

Demande d'explications de Mme Nele Jansegers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur «l'état de la situation concernant le personnel unilingue des zones de police bruxelloises» (n° 3-1560)

M. le président. – Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques, répondra.

Het enige bruikbare alternatief dat momenteel bestaat, is de vrijwillige terugkeer van gezinnen door middel van terugkeerprogramma's ontwikkeld door niet-gouvernementele organisaties of door de Internationale Organisatie voor Migratie. Aangezien ik niet bevoegd ben voor deze materie, heb ik collega Dupont, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, gevraagd de vrijwillige terugkeer te promoten.

Ik benadruk nogmaals dat ik het regeerakkoord loyaal uitvoer. De oprichting van speciale vleugels voor gezinnen is een realiteit in het centrum 127bis en de centra van Merksplas en Vottem.

Daarnaast ben ik bereid samen met mijn collega van Financiën, bevoegd voor de Regie der gebouwen, de realisatie van afzonderlijke opvangmogelijkheden met specifiek regime voor de opvang van families met jonge kinderen te onderzoeken.

Alle gezinnen krijgen wanneer hun verblijfsprocedure negatief wordt afgesloten, betekening van een bevel om het grondgebied te verlaten dat hen moet toelaten op vrijwillige basis, op eigen kracht of via een terugkeerprogramma, naar het land van herkomst terug te keren. Wanneer zij weigeren vrijwillig gevolg te geven aan een bevel, kan overeenkomstig de wet de verwijderingsmaatregel gedwongen worden uitgevoerd.

De opsluiting van gezinnen gebeurt in volgende gevallen: in het kader van controles door de politie, krachtens de Europese verordening van Dublin – in dit geval wordt het gezin opgesloten met het oog op zijn overdracht aan de EU-lidstaat die verantwoordelijk is voor de behandeling van zijn asielaanvraag – of aan de grens, wanneer het gezin niet aan de binnenkomstvoorwaarden voldoet.

Het Office de la Naissance et de l'Enfance en Kind en Gezin hebben, voorzover mij bekend is, geen opmerkingen geformuleerd inzake de behandeling van de gezinnen met kinderen in de gesloten centra.

Mevrouw Jacinta De Roeck (SP.A-SPIRIT). – Ik dank de minister voor het uitgebreide antwoord, dat echter nog vragen oproept, maar gezien de complexiteit van de problematiek begrijp ik dat wel. Ik ben blij met bepaalde punten van dat antwoord, bijvoorbeeld in verband met onderwijs. Het verheugt me ook dat binnenkort het aantal maatschappelijk werkers zal worden opgetrokken. We zullen dat zeker volgen. Dat geldt ook voor de belofte om samen met minister Reynders te zoeken naar een apart gebouw voor aparte opvang. Samen met collega Talhaoui blijf ik de problematiek volgen.

Vraag om uitleg van mevrouw Nele Jansegers aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over «de stand van zaken omtrent de eentalige politiemansschappen in de Brusselse politiezones» (nr. 3-1560)

De voorzitter. – Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en

Mme Nele Jansegers (VL. BELANG). – *Avant les vacances de Pâques, j'avais interrogé le ministre sur le même sujet mais la réponse lue par un de ses collègues n'était pas du tout satisfaisante. Je ne m'attends pas à beaucoup mieux aujourd'hui vu l'absence du ministre.*

Le 31 mars expirait la disposition quinquennale insérée dans la loi sur l'emploi des langues en matière administrative et qui permettait à certains policiers transférés dans les zones de police bruxelloises d'obtenir un brevet de bilinguisme.

J'avais demandé combien de ces personnes avaient obtenu leur brevet linguistique depuis lors. Le ministre comptait rassembler des chiffres à ce sujet. Il ne pouvait pas non plus dire ce qu'il ferait des policiers se trouvant dans l'illégalité dès le 1^{er} avril 2006.

Le ministre peut-il me transmettre l'inventaire détaillé qu'il avait promis ?

Combien de personnes qui relevaient de l'article 69 de la législation linguistique sont-elles actuellement encore en service dans les six zones de police bruxelloises ? Combien ont-elles entre-temps obtenu le brevet linguistique ad hoc ? Combien ne l'ont pas obtenu ? Je souhaiterais obtenir une ventilation des chiffres selon l'appartenance linguistique.

Combien de policiers sont-ils actuellement en service dans les six zones de police bruxelloises et combien d'entre eux ont-ils obtenu leur brevet linguistique ? Je souhaiterais également une ventilation selon l'appartenance linguistique.

Combien de policiers unilingues ont-ils été recrutés ces cinq dernières années dans les six zones de police bruxelloise, ventilés selon leur appartenance linguistique ? Le ministre prendra-t-il une initiative pour que de telles situations ne se représentent plus à l'avenir ? Le recrutement des fonctionnaires de police est en effet du ressort du fédéral.

Dans sa réponse à une question de M. Creyf à la Chambre, le ministre a déclaré que les zones de police bruxelloise devaient transmettre leurs dossiers sur le recrutement du personnel de police au vice-gouverneur pour qu'il contrôle leurs connaissances linguistiques. Le vice-gouverneur est-il dans ce cas compétent pour suspendre les nominations illégales ? Dans l'affirmative, cette transmission est-elle systématique et le vice-gouverneur procède-t-il effectivement à des suspensions ? Quelle est l'autorité qui a une compétence d'annulation en la matière ? Pourquoi le vice-gouverneur ne le fait-il pas savoir dans son rapport annuel récemment publié ?

Que fait le ministre pour faire respecter la loi sur l'emploi des langues en matière administrative ? Il évoquait une initiative législative. Que recouvre-t-elle concrètement et quand entrera-t-elle en vigueur ?

Le ministre autorise-t-il entre-temps la présence illégale de policiers unilingues dans les zones de police bruxelloises ? Dans sa réponse précédente, il s'était contenté de dire qu'il ne disposait d'aucun moyen juridique pour déplacer des policiers des zones de police. Si tel est le cas, il est toujours possible d'intervenir en vertu de l'article 58, alinéa 2 de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative. Le ministre le fera-t-il ?

Overheidsbedrijven, antwoordt.

Mevrouw Nele Jansegers (VL. BELANG). – *Vóór het paasreces ondervroeg ik de minister al eens over dit onderwerp, maar het antwoord dat door een van zijn collega's werd voorgelezen, voldeed absoluut niet. Ik vermoed dat dit vandaag niet veel beter zal zijn, gezien de afwezigheid van de minister.*

Op 31 maart liep de vijfjarige regeling af die op 12 juni 2002 met terugwerkende kracht in de taalwet in bestuurszaken was ingevoegd om bepaalde politiemensen die werden opgenomen in de Brusselse politiezones, de kans te geven om een tweetaligheidattest te behalen.

Zoals gezegd kon de minister mij vóór het paasreces geen antwoord geven op de vraag hoeveel van deze personen intussen aan hun tweetaligheidsverplichting voldeden. Hij zou echter de cijfers daarover laten verzamelen. Evenmin wist de minister mij mee te delen wat hij precies zou doen met de politiemensen die zich sinds 1 april 2006 qua taalkennis in de illegaliteit bevinden.

Ik ben derhalve zo vrij mijn vragen opnieuw te stellen in de veronderstelling dat de minister intussen zijn huiswerk heeft gemaakt.

Kan de minister me, om te beginnen, de omstandige inventaris bezorgen die hij door zijn diensten zou laten opmaken ?

Hoeveel personen die onder artikel 69 van de taalwetgeving vielen, zijn momenteel nog in dienst in de zes Brusselse politiezones? Hoeveel van hen heeft intussen een tweetaligheidsbrevet behaald dat in overeenstemming is met de graad die ze bekleden, en hoeveel niet? Graag kreeg ik een opsplitsing volgens taalaanhorigheid.

Hoeveel politiemensen zijn er momenteel in dienst in de zes Brusselse politiezones en hoeveel van hen hebben een tweetaligheidsbrevet? Graag ook hiervoor een opsplitsing volgens taalaanhorigheid.

Hoeveel eentalige personeelsleden werden er de voorbije vijf jaar in de Brusselse politiezones aangeworven, opgesplitst volgens taalaanhorigheid? Neemt de minister een initiatief om dergelijke toestanden in de toekomst onmogelijk te maken? De rekrutering van politiefunctionarissen gebeurt immers federaal.

In zijn antwoord op een vraag van collega Creyf in de Kamer zei de minister dat de Brusselse politiezones hun dossiers over de aanwerving van politiepersoneel naar de vice-gouverneur moeten doorsturen voor toezicht inzake taalkennis. Is de vice-gouverneur in dat geval bevoegd om illegale benoemingen te schorsen? Zo ja, gebeurt deze doorzending systematisch en schorst de vice-gouverneur ook effectief? Welke overheid heeft in dat geval de vernietigingsbevoegdheid? Waarom bericht de vice-gouverneur daarover dan niet in zijn onlangs vrijgegeven jaarverslag?

Welk initiatief neemt de minister om de taalwet in bestuurszaken te doen respecteren? Hij sprak van een wetgevend initiatief. Wat behelst dit wetgevend initiatief concreet? Wanneer zal het in werking treden?

Gedooft de minister intussen de illegale aanwezigheid van eentalige personeelsleden in de Brusselse politiezones? In zijn

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – Je vous lis la réponse du ministre Dewael.

Comme je l'ai déclaré le 29 mars en commission de la Chambre et le 30 mars au Sénat, les six zones de police locales du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale sont actuellement interrogées sur l'état de la situation au 1^{er} avril 2006. Elles sont pour l'instant les seules à pouvoir présenter un aperçu complet.

Mes services connaissent cependant le nombre de policiers qui touchent une prime de bilinguisme. Cela nous donne seulement une idée.

En me basant sur ces chiffres, j'en arrive à la conclusion prudente et très provisoire que 66% de la totalité du personnel et 70% du personnel opérationnel touchent la prime de bilinguisme. Cela ne veut pas dire que les autres ne sont pas bilingues : ils n'ont seulement pas encore le bon brevet linguistique du SELOR.

Parmi les inspecteurs, 60% touchent la prime de bilinguisme, un chiffre qu'on peut considérer sous l'angle du verre à moitié vide ou à moitié plein mais qui n'est pas si mauvais eu égard au faible niveau de bilinguisme des diplômés.

Dans ces derniers chiffres, on observe une différence entre les inspecteurs du rôle linguistique francophone et néerlandophone : chez les néerlandophones, 72% touchent déjà la prime de bilinguisme contre 50% chez les francophones.

On note aussi des écarts importants en fonction des zones : les meilleurs scores sont obtenus dans les zones qui incitent leur personnel à suivre des formations linguistiques. Nous devons continuer à encourager de telles initiatives.

Je ne fais pas de reproches aux zones bruxelloises. Si elles doivent choisir entre un candidat mauvais bilingue ou pas de candidat du tout, on comprend qu'elles donnent la priorité à la sécurité de leurs citoyens, des navetteurs et des visiteurs. Petit à petit les pénuries se résorbent dans les zones de police bruxelloises, on en revient à la situation normale et on fait tout pour favoriser le bilinguisme. C'est le message que j'envoie à tous les intéressés.

Le fait que nous ayons dû établir d'autres priorités dans l'urgence ne peut pas continuer à servir d'alibi pour ne jamais normaliser la situation ou pour continuer à faire fi des lois linguistiques au moment des recrutements.

Les lois linguistiques obligent seulement les communes et les CPAS du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale à transmettre leurs dossiers de recrutement au vice-gouverneur pour qu'il les évalue à la lumière des lois linguistiques. Une telle disposition n'existe pas pour les zones de police qui sont des administrations distinctes. Les dossiers des zones de police ne parviennent donc pas au vice-gouverneur.

vorige antwoord maakte hij zich er nogal gemakkelijk vanaf door te zeggen dat hij geen juridische middelen heeft om personeelsleden van de politiezones te verplaatsen. Als dat werkelijk zo is, dan heeft hij mijns inziens nog altijd de mogelijkheid om op te treden krachtens artikel 58, 2^{de} lid van de taalwet in bestuurszaken? Zal hij dit ook doen?

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – Ik lees het antwoord van minister Dewael.

Zoals ik op 29 maart in de Kamercommissie aan mevrouw Creyf heb geantwoord en op 30 maart in de Senaat is herhaald, worden momenteel de zes lokale politiezones van het tweetalige gebied Brussel Hoofdstad bevraagd over de stand van zaken op 1 april 2006. Zij zijn momenteel de enigen die een volledig overzicht kunnen bieden.

Mijn diensten beschikken wel over het aantal personeelsleden van de politiediensten die van een tweetaligheidstoelage genieten. Die cijfers geven alleen een idee.

Mij baserend op deze gegevens over de tweetaligheidstoelage kom ik, voorzichtig, tot de volgende zeer voorlopige conclusie dat 66% van het totale personeel en 70% van het operationele personeel de tweetaligheidstoelage ontvangt. Dat wil niet zeggen dat de anderen niet tweetalig zijn. Ze hebben alleen nog niet het juiste SELOR-taalbrevet.

Op het niveau van de inspecteurs, het basiskader dus, waarin de meeste instroom gebeurt, bedraagt het aantal tweetaligheidstoelagen 60%. Men kan dat natuurlijk bekijken zoals het halfvolle of het halfllege glas. In een context waarin het tweetaligheidsniveau van de schoolverlaters zwak is, is dat cijfer niet zo slecht.

Er is bij dat laatste cijfer een verschil tussen inspecteurs van de Franse en de Nederlandse taalrol. Bij de Nederlandstaligen heeft reeds 72% de tweetaligheidstoelage, bij hun Franstalige collega's gaat het om 50%.

Belangrijk daarbij is dat er een groot verschil is naargelang van de zone en dat de beste cijfers worden gehaald in de zones waar een actief beleid wordt gevoerd op het vlak van het stimuleren van het personeel om taalopleidingen te volgen. We moeten dat dus verder aanmoedigen.

Ik maak de Brusselse zones geen verwijt. Als zij hebben moeten kiezen tussen een kandidaat met een gebrekkige tweetaligheid of helemaal geen kandidaat, dan is het niet a priori te verwachten dat zij de voorkeur hebben gegeven aan de veiligheid van hun burgers, de forenzen en hun bezoekers. Ik sta er wel op dat, nu de schreeuwende tekorten in de Brusselse politiezones stilaan weggewerkt zijn, men terugkeert naar de normale situatie en men alles doet om de tweetaligheid na te streven. Dat is de boodschap die ik naar alle betrokkenen uitzend.

Het feit dat we de prioriteiten anders hebben moeten leggen door dwingende omstandigheden, mag niet als blijvend alibi dienen om de situatie nooit te normaliseren, noch om door te gaan met het voorbijgaan aan de taalwetten als men aanwervingen doet.

De taalwetten verplichten enkel de gemeenten en de OCMW's van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad om

La prolongation éventuelle de la disposition transitoire relève des compétences du législateur. Une telle initiative me paraît fort utile. Elle pourrait en tout cas être un soutien pour les policiers qui suivent encore des cours de langue et pour les zones qui mènent une politique active en matière linguistique et, plus généralement, pour attirer et garder les bons éléments.

L'article 58 cité charge certaines autorités de constater, le cas échéant, à la demande d'un intéressé, la nullité d'actes contraires aux lois sur l'emploi des langues. Le ministre de l'Intérieur ne figure pas expressément parmi les autorités citées. Je suis l'autorité de tutelle en matière de police, ce qui veut dire que je veille à l'application de la législation policière.

Mme Nele Jansegers (VL. BELANG). – *À nouveau, nous n'obtenons ni réponse ni chiffres. Il paraît que 50% des inspecteurs francophones n'ont pas leur brevet linguistique. Le ministre a évoqué une prolongation du délai. On récompense donc à nouveau ceux qui ne font pas d'effort pour obtenir leur brevet linguistique. On se moque de ceux qui font de leur mieux, surtout des néerlandophones. Je me demande pourquoi on a ajouté un article 69, n'ayant quand même pas l'intention de respecter le délai. Le délai de 5 ans est suffisant pour obtenir un brevet linguistique. Apparemment les francophones n'y arrivent pas. C'est ainsi qu'on traite le bilinguisme dans la capitale, avec toutes les conséquences qui en découlent.*

Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre des Affaires étrangères sur «l'assassinat d'un couple âgé dans le Kurdistan turc» (n° 3-1499)

M. le président. – Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques, répondra.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Je déplore que le ministre De Gucht ne réponde pas lui-même à ma demande d'explications car j'y fais référence à des déclarations qu'il a faites à ce sujet.*

Le 2 mars dernier, Ferho et Fatim Agkül ont été sauvagement assassinés au Kurdistan turc. Cette affaire a été présentée comme un meurtre crapuleux mais le fait qu'il s'agit des parents de Derwich Ferho, naturalisé Belge, amène à s'interroger. Derwich Ferho est en effet un éminent dissident kurde, président de l'Institut kurde de Bruxelles. Des voix se sont tout de suite élevées, tant en Belgique que dans plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, pour réclamer une enquête sur les motifs politiques éventuels de

hun aanwervingsdossiers met het oog op toetsing aan de taalwetten over te maken aan de vice-gouverneur. Een gelijkaardige bepaling bestaat niet voor de politiezones, die aparte besturen zijn. De dossiers van de politiezones komen dus in feite niet bij de vice-gouverneur terecht.

De eventuele verlenging van de overgangstermijn, tijdens dewelke bepaalde personeelsleden van de politiezones nog niet moesten voldoen aan de persoonlijke tweetaligheid, behoort tot de bevoegdheden van de wetgever. Een dergelijk initiatief lijkt mij het overwegen waard. Het zou in elk geval een ondersteuning zijn van de personeelsleden die nog in een traject van taalopleiding zitten en van de zones die een actief beleid voeren op dit vlak en in het algemeen wat betreft het aantrekken en het houden van goede elementen.

Het aangehaalde artikel 58 geeft opdracht aan bepaalde overheden om, in voorkomend geval, op vraag van een belanghebbende, de nietigheid vast te stellen van akten die in strijd zijn met de taalwetten. Onder de daarin opgesomde overheden komt de federale minister van binnenlandse zaken niet uitdrukkelijk voor. Ik ben toezichhoudende overheid wat betreft politiemateries, dat wil zeggen de toepassing van de politiewetgeving.

Mevrouw Nele Jansegers (VL. BELANG). – We krijgen dus weer geen antwoord en geen cijfers. Men spreekt over 50% Franstalige inspecteurs die geen tweetaligheidsbrevet hebben. De minister heeft het over een verlenging van de termijn. Dat is dus opnieuw een beloning voor degenen die niet hun best doen om het tweetaligheidsbrevet te halen. Men lachte eigenlijk een beetje met degenen die wel hun best doen, vooral de Nederlandstaligen. Ik vraag me af waarom artikel 69 ooit werd ingevoerd. Men is blijkbaar toch niet van plan de termijn te respecteren. De termijn van 5 jaar is lang genoeg om een tweetaligheidsbrevet te halen. Blijkbaar slagen de Franstaligen daar niet in. Dat is de manier waarop men in de hoofdstad met tweetaligheid omspringt, met alle gevolgen van dien.

Vraag om uitleg van mevrouw Sabine de Bethune aan de minister van Buitenlandse Zaken over «de moord op een bejaard echtpaar in Turks Koerdistan» (nr. 3-1499)

De voorzitter. – Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven, antwoordt.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Ik betreur het dat minister De Gucht mijn vraag om uitleg niet zelf beantwoordt, aangezien ik heel uitdrukkelijk inga op zijn uitspraken in deze kwestie. Op deze manier is een gedachtewisseling natuurlijk niet mogelijk.

Op 2 maart jongstleden werden in Turks Koerdistan Ferho en Fatim Agkül brutaal vermoord. Vrij snel werd deze zaak afgedaan als een roofmoord maar het feit dat het gaat om de ouders van de tot Belg genaturaliseerde Derwich Ferho roept heel wat bedenkingen op. Derwich Ferho is immers een vooraanstaande Koerdische dissident en hij is voorzitter van het Koerdisch Instituut in Brussel. Meteen gingen er stemmen op zowel van mensen in ons land als van meerdere

cet assassinat.

Les événements qui ont précédé le meurtre accréditent la thèse d'un assassinat politique. Les deux victimes subissaient des menaces en raison des activités dissidentes de leurs deux fils en Belgique. Les tortures qui leur ont été infligées sont également caractéristiques des escadrons de la mort actifs dans la région. De plus, certains éléments contredisent la thèse d'un meurtre crapuleux. Rien n'a été dérobé.

Enfin, le village, qui ne compte que quelques dizaines de familles kurdes, a été ces dernières années le théâtre de sept crimes non élucidés. Selon l'organisation turque de défense des droits de l'homme IHD, il s'agit d'une méthode éprouvée pour chasser les familles kurdes de la région. C'est pourquoi les organisations de défense des droits de l'homme soupçonnent les membres d'une organisation paramilitaire qui, en échange d'argent et d'armes, informent l'armée des activités kurdes de résistance, d'être impliqués dans ce double assassinat.

Le ministre a-t-il entrepris les démarches diplomatiques nécessaires auprès du gouvernement turc pour l'inviter à mener une enquête approfondie et objective et à tirer au clair les véritables circonstances de ce meurtre ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Dans la négative, pourquoi ne juge-t-il pas opportun d'intervenir ?

Le ministre est-il régulièrement tenu informé du déroulement de l'enquête par les autorités turques ou par notre représentation diplomatique ?

Le 13 mars, le ministre a déclaré dans la presse que les escadrons de la mort n'existaient pas au Kurdistan turc. Il se base sur divers rapports, notamment celui d'un collaborateur de l'ambassade de Belgique qui aurait été en contact avec le parti d'opposition DTP. Or ce parti dément tout contact avec un collaborateur de l'ambassade de Belgique et n'a contacté l'ambassadeur de Belgique qu'après le 13 mars. Notre ambassadeur aurait d'ailleurs démenti l'information publiée dans la presse. Sur quelle information le ministre a-t-il donc fondé ses affirmations ?

Un rapport de l'organisation IHD sur la situation dans la région a été distribué lors de l'entretien entre le vice-président du DTP et l'ambassadeur. Le ministre en a-t-il déjà reçu une traduction ? Dans l'affirmative, qu'en pense-t-il ? Quelles conclusions notre gouvernement en tirera-t-il ?

Dans les négociations d'adhésion, comment la concertation entre la Turquie et les États membres sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan turc se déroule-t-elle ?

mensenrechtenorganisaties die willen onderzoeken of deze moord misschien politiek geïnspireerd was.

Gebeurtenissen voorafgaand aan de moord op de bejaarde mensen leveren argumenten voor de hypothese van een politieke moord. Beiden werden reeds geruime tijd bedreigd wegens de dissidente activiteiten van hun zonen Derwich en Medeni in België. De wijze waarop beide personen gefolterd werden is ook typisch voor de zogenaamde doodseskaders die in het gebied actief zijn. Bovendien spreken een aantal elementen de hypothese van een roofmoord tegen. Er werd uiteindelijk niets geroofd in het huis en de geldbuidel die rond de hals van Fatim hing, bleef onaangeroerd. Zelfs de ringen aan haar hand werden niet gestolen.

Ten slotte werden de afgelopen jaren in het dorp, waar slechts enkele tientallen Koerdische families wonen, een zevental onopgeloste moorden gepleegd. Volgens de Turkse mensenrechtenorganisatie IHD is dit een beproefde tactiek om de Koerdische families uit hun dorpen te verdrijven en de regio te ontvolken. Daarom vermoeden mensenrechtenorganisaties dat de zogenaamde dorpswachters, een soort paramilitaire organisatie die in ruil voor geld en wapens het leger op de hoogte houdt van de Koerdische verzetsactiviteiten, de hand hebben in deze dubbele moord. Deze dorpswachters zijn overigens nauw verbonden met het leger en de Turkse staat, wat bevestigd wordt door tal van mensenrechtenorganisaties zoals Amnesty International en Human Rights Watch.

Heeft de minister bij de Turkse regering de nodige diplomatieke stappen gezet opdat deze een diepgaand en objectief onderzoek zou starten naar deze moord en opdat de ware toedracht aan het licht zou komen? Zo ja, welke concrete stappen heeft hij tot op heden gezet? Zo neen, om welke reden acht hij dit niet opportuun?

Wordt hij door de Turkse autoriteiten of door onze diplomatieke vertegenwoordiging geregeld op de hoogte gehouden van het verloop van het onderzoek?

Op 13 maart verklaarde de minister in de pers dat de doodseskaders bij de dorpswachten in Turks Koerdistan niet bestaan. Hij baseert zich op rapporten en het verslag van een medewerker van de Belgische ambassade die ter plaatse contacten zou gehad hebben met de oppositiepartij DTP. Deze partij ontkent evenwel alle contacten met een medewerker van de Belgische ambassade. De DTP, bij monde van één van haar vice-voorzitters, zou pas na 13 maart – dus na de verklaringen van minister De Gucht – contact hebben gehad met de Belgische ambassadeur. Tijdens dit gesprek zou deze laatste de berichtgeving in het desbetreffende persartikel hebben tegengesproken. Op welke informatie baseerde de minister zich dan om in een krantenartikel te verklaren dat een Belgische medewerker van de ambassade in opdracht van onze ambassadeur een onderzoek ter plaatse heeft verricht en contacten zou gehad hebben met vertegenwoordigers van de DTP?

Tijdens het onderhoud van de vice-president van de DTP met de ambassadeur werd een rapport van de mensenrechtenorganisatie IHD over de toestand in de regio overhandigd. Heeft de minister intussen reeds de vertaalde versie van dit rapport ontvangen? Zo ja, wat denkt hij ervan? Welke conclusies zal onze regering hieruit trekken?

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – *Après concertation entre les cabinets des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, ce dernier a été jugé le mieux placé pour répondre à cette question. Je vous lis donc la réponse du ministre Dewael.*

Je déplore cet événement horrible. J'estime toutefois qu'il ne faut pas se prononcer trop rapidement et qu'il faut attendre le résultat de l'enquête judiciaire officielle. Le rapport de l'organisation turque de défense des droits de l'homme IHD, que j'ai lu attentivement, arrive à la même conclusion. Il souligne qu'il n'y a jusqu'à présent aucune raison de douter de l'efficacité de l'enquête.

Selon les premières données dont j'ai pris connaissance, le délit pourrait être l'œuvre des gardiens de village. Le système des gardiens de village a d'ailleurs déjà été critiqué par l'Union européenne mais également à l'intérieur de la Turquie. J'ai chargé notre poste à Ankara de me tenir au courant de l'évolution de cette affaire et du déroulement de l'enquête. La situation dans le sud-est de la Turquie reste une préoccupation de l'Union et de ses États membres. La situation est suivie de près dans les rapports périodiques de la Commission européenne.

Le discours courageux que le premier ministre Erdoğan a prononcé le 12 août à Diyarbakir, dans lequel il reconnaît les erreurs commises par l'État dans le passé et l'existence du problème kurde, n'a hélas pas été suivi d'actions concrètes. Peu de progrès ont été enregistrés dans la région au plan socioéconomique. Depuis la fin de la trêve décrétée par le PKK en juin 2004, la sécurité s'est dégradée. Les ONG et d'autres acteurs indépendants notent pourtant une amélioration dans le comportement des autorités turques. Beaucoup reste à faire mais il y a eu progrès, comme l'octroi de libertés culturelles ou l'utilisation de la langue kurde dans la vie publique.

L'Union européenne et ses États membres suivront avec attention les progrès réalisés et encourageront la Turquie à poursuivre ses efforts.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Je suis très étonnée que le ministre De Gucht ne veuille pas répondre à ma question qui le place face à ses propres déclarations dont je démontre l'inexactitude. Il renvoie à des actes de son poste diplomatique qui n'ont pas existé. Le ministre de l'Intérieur n'est bien sûr pas habilité à répondre à cette partie de ma question. Je suppose que le ministre des Affaires étrangères ne désirait pas s'expliquer sur ses déclarations. Il se soustrait ainsi au contrôle parlementaire. Je poserai à nouveau ma*

Hoe verloopt in het kader van de toetredingsgesprekken met Turkije het overleg met de lidstaten over de mensenrechtensituatie in Turks Koerdistan?

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – Na overleg tussen de kabinetten van de minister van Buitenlandse zaken en van de minister van Binnenlandse zaken werd geoordeeld dat deze laatste beter geplaatst was om deze vraag te beantwoorden. Als mevrouw de Bethune nog verdere vragen voor minister De Gucht heeft, stel ik voor dat ze die opnieuw indient. Ik lees dus het antwoord van minister Dewael.

Deze afschuwelijke gebeurtenis is mij bekend en ik betreur die ten zeerste. Ik ben echter van mening dat niet te snel een oordeel mag worden uitgesproken en dat moet worden gewacht op de uitslag van het officiële gerechtelijke onderzoek om meer te weten over de omstandigheden van en de beweegredenen voor dit misdrijf. Het verslag van de Turkse mensenrechtenorganisatie IHD, dat ik aandachtig heb gelezen, komt tot dezelfde conclusie. In het verslag wordt erop gewezen dat er alsnog geen reden is om te twijfelen aan de efficiënte uitvoering van het onderzoek.

Volgens de eerste gegevens waarvan ik kennis heb genomen, zou het misdrijf het werk kunnen zijn van dorpswachten. Het systeem van dorpswachten werd trouwens reeds aan de kaak gesteld door de EU, maar ook in Turkije zelf. Het werd reeds gedeeltelijk afgeschaft. Ik heb onze post in Ankara opdracht gegeven me op de hoogte te houden van de ontwikkelingen in deze zaak en van het verloop van het onderzoek. De toestand in het zuidoosten van Turkije blijft voor de EU en haar lidstaten een zorgpunt. De situatie wordt nauwgezet gevolgd in de periodieke verslagen van de Europese commissie.

De moedige toespraak die eerste minister Erdoğan op 12 augustus jongstleden hield in Diyarbakir, waarin hij toegaf dat de staat in het verleden fouten heeft begaan, en hij het bestaan van een Koerdisch vraagstuk erkende, leidde jammer genoeg niet tot concrete acties. Op sociaal-economisch gebied werd in de regio weinig vooruitgang geboekt. Sinds het einde van het bestand dat door de PKK werd afgekondigd, in juni 2004, is de veiligheidssituatie erop achteruitgegaan. Toch zijn de NGO's en andere onafhankelijke actoren het erover eens dat er een verbetering is opgetreden in het gedrag van de Turkse autoriteiten. Er valt nog veel te doen, maar er zijn toch al een paar vorderingen gemaakt, zoals het toekennen van culturele vrijheden, onderwijs, radio- en televisie-uitzendingen en het gebruik van de Koerdische taal in het openbaar leven.

De EU en haar lidstaten zullen de vorderingen nauwlettend volgen en Turkije stimuleren om terzake inspanningen te blijven leveren.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Ik ben zeer verbaasd dat minister De Gucht niet wil antwoorden op mijn vraag, waarin ik hem uitdrukkelijk confronteer met zijn eigen uitspraken en waarin ik bewijsmiddelen aandraag voor het feit dat hij onjuiste verklaringen heeft afgelegd. Hij verwijst naar handelingen van zijn diplomatieke post die niet hebben plaatsgevonden. Minister De Gucht verantwoordt zich niet voor deze feiten. Uiteraard is de minister van Binnenlandse Zaken niet bevoegd om op dat deel van de vraag te

question et je ferai part de cet incident à Mme Lizin. Je tiens à ce que le ministre des Affaires étrangères réponde personnellement et précisément à cette partie de ma question.

Le ministre Dewael répond qu'il n'y a aucune raison de douter que l'enquête en cours ne se déroule pas correctement. Il attend les résultats. Je peux le comprendre. L'État de droit doit faire son travail. C'est d'ailleurs notre premier souci.

On note quelque progrès dans le domaine des droits de l'homme. J'ai peu à dire sur une déclaration aussi sommaire.

Je voudrais encore souligner une chose. On admet que ce crime serait l'œuvre des gardiens de village. Des organisations de défense des droits de l'homme et des observateurs sur place sont de cet avis.

Sans anticiper les résultats de l'enquête, nous insistons pour que le système des gardiens de village soit démantelé. Des milliers de gardiens de village seraient encore actifs au Kurdistan turc et rémunérés par le ministère turc de l'Intérieur. C'est donc une sorte de police parallèle qui représente une menace pour l'État de droit.

Le démantèlement complet des gardiens de village doit être une condition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. La Turquie a encore un long chemin à parcourir quant au respect des droits de l'homme.

La gravité des faits exclut toute autre conclusion. Dès lors que la Turquie est candidate à l'adhésion, il est de notre devoir de suivre de près l'évolution de la sécurité et des droits de l'homme dans ce pays. Tout indique qu'il ne s'agit pas d'un crime crapuleux mais d'un attentat politique. En tant que démocrates, nous ne pouvons y rester indifférents.

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – *Je ferai part des remarques de Mme de Bethune au ministre compétent. Je ne peux personnellement pas me prononcer sur les intentions qu'elle prête au gouvernement. Le gouvernement applique une répartition des tâches et je pars du principe que les ministres ont agi de bonne foi.*

antwoorden. Ik vermoed dat de vraag werd doorgeschoven omdat de minister van Buitenlandse zaken weigert zich te verantwoorden voor zijn uitspraken. Hij onttrekt zich op die manier uitdrukkelijk aan de parlementaire controle. Ik zal deze vraag opnieuw stellen en dit voorval melden aan mevrouw Lizin. Ik wil dat erop wordt toegezien dat de minister van Buitenlandse zaken op dit aspect van de vraag persoonlijk en bovendien precies antwoordt. In het antwoord dat ik heb gekregen wordt met geen woord gerept over dit aspect van mijn vraag. Ik wil de juiste toedracht van de uitspraken van minister De Gucht kennen.

Minister Dewael antwoordt dat er geen reden is om eraan te twijfelen dat het onderzoek dat aan de gang is, niet op een correcte manier zou verlopen. De resultaten worden afgewacht. Dat kan ik uiteraard begrijpen. De rechtsstaat moet zijn werk doen. Dat is trouwens onze eerste bekommernis.

Er wordt enige vooruitgang geboekt op het vlak van de mensenrechten. Op die summiere uitspraak kan ik weinig commentaar op geven.

Eén punt zou ik nog willen benadrukken.

Er wordt vermoed en zelfs toegegeven dat deze misdaad het werk zou zijn van de zogenaamde dorpswachters. Ook mensenrechtenorganisaties en waarnemers ter plaatse zijn die mening toegedaan of beweren dat zelfs te weten.

Zonder op de resultaten van het onderzoek vooruit te lopen, dringen wij er toch op aan dat het systeem van de dorpswachten wordt ontmanteld. Die ontmanteling zou al gedeeltelijk voltrokken zijn, maar vooral in Turks Koerdistan zouden er nog duizenden dorpswachters actief zijn en een loon ontvangen van het ministerie van Binnenlandse Zaken. Het gaat dus om een soort van parallelle politie die een bedreiging vormt voor de rechtsstaat.

De volledige ontmanteling van de dorpswachten moet een voorwaarde zijn voor de toetreding van Turkije tot de Europese Unie. Turkije moet alleszins nog een hele weg afleggen inzake eerbiediging van de mensenrechten.

De ernst van de feiten biedt geen ruimte voor een andere conclusie. Aangezien het om een kandidaat-lidstaat gaat, hebben wij de verantwoordelijkheid om de ontwikkelingen inzake veiligheid en mensenrechten op de voet te volgen. Alles wijst er immers op dat het niet om een roofmoord gaat, maar om een politieke aanslag. Als democraten mogen wij daarvoor niet onverschillig blijven.

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – Ik zal de opmerkingen van mevrouw De Bethune mededelen aan de bevoegde minister. Zelf kan ik echter geen uitspraak doen over de intenties die zij de regering toedicht. De regering volgt een zekere bevoegdheids- en taakverdeling en ik ga ervan uit dat de ministers te goeder trouw hebben gehandeld.

Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre des Affaires étrangères sur «l'équilibre hommes-femmes au sein de la diplomatie» (n° 3-1555)

M. le président. – Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques, répondra.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Le 1^{er} mars 2005, le corps diplomatique comprenait 396 membres, stagiaires y compris, dont 54 femmes, soit 13% des effectifs totaux. Je renvoie à ma demande d'explications n° 3-717.*

Cette proportion de femmes sur l'ensemble du personnel se répartit comme suit : 20% en première classe, 8% en deuxième classe, 16% en troisième classe, 15% en quatrième classe et 10% de stagiaires.

Il existe également, à côté de la carrière diplomatique, une carrière consulaire et une carrière d'attaché à la coopération au développement. L'effectif total en personnel dans ces trois groupes comprend 631 unités, dont 118 femmes, soit 17%.

Le département a depuis lors organisé un examen diplomatique en octobre 2005.

Le ministre peut-il m'indiquer le nombre actuel de femmes diplomates, consuls et attachées, tant en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs par rapport à l'ensemble de chacune de ces catégories ?

Le ministre peut-il également ventiler ces données par niveau (fonctionnaires de première, deuxième, troisième, quatrième classes et stagiaires) ?

Quelles initiatives le ministre a-t-il prises pour favoriser l'engagement et la promotion de diplomates féminins ? Quelles mesures envisage-t-il à l'avenir ?

Combien de femmes ont-elles participé à l'examen diplomatique ? Combien ont-elles réussi les premières épreuves ? Quelles initiatives le ministre a-t-il prises pour encourager les femmes à participer à l'examen diplomatique ?

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – *Je vous lis la réponse du ministre De Gucht. Je remettrai à Mme de Bethune les tableaux qu'il a mis à ma disposition.*

Le département des Affaires étrangères veille à ce qu'hommes et femmes soient placés sur un pied de totale égalité pour accéder à la carrière diplomatique.

Le point de vue du département est notamment largement relayé par les campagnes d'information sur la carrière diplomatique organisées à l'intention des institutions universitaires.

Vraag om uitleg van mevrouw Sabine de Bethune aan de minister van Buitenlandse Zaken over «het genderevenwicht in de diplomatie» (nr. 3-1555)

De voorzitter. – Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven, antwoordt.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Op 1 maart 2005 bestond het diplomatenkorps uit 396 personeelsleden, de stagiairs inbegrepen, van wie 54 vrouwen, of 13 procent van het totale personeelsbestand. Ik verwijs naar mijn vraag om uitleg 3-717.

Die verhouding van de vrouwelijke personeelsleden ten opzichte van de gehele personeelsformatie kan als volgt worden opgesplitst: 20 procent in de eerste klasse, 8 procent in de tweede klasse, 16 procent in de derde klasse, 15 procent in de vierde klasse en 10 procent van de stagiaires.

Naast de diplomatieke loopbaan bestaat er ook een consulaire loopbaan en een loopbaan van de attachés Ontwikkelingssamenwerking. Het totale personeelsbestand in die drie groepen bedraagt 631 personeelsleden, van wie 118 vrouwen, of 17 procent van het totaal.

Ondertussen heeft het departement in oktober 2005 een diplomatiek examen georganiseerd.

Graag kreeg ik een overzicht van het huidige aantal vrouwelijke diplomaten, van het huidige aantal vrouwelijke consuls en van het huidige aantal vrouwelijke attachés, telkens in absolute getallen en in verhouding tot het geheel van de categorie.

Kan de minister die gegevens ook opsplitsen per niveau, namelijk ambtenaren van de 1^{ste} klasse, 2^{de} klasse, 3^{de} klasse, 4^{de} klasse en stagiaires?

Welke initiatieven heeft de minister genomen om de instroom en de promotie van vrouwelijke diplomaten te bevorderen? Welke maatregelen plant hij voor de toekomst?

Hoeveel vrouwelijke kandidaten hebben er deelgenomen aan het diplomatiek examen? Hoeveel waren er geslaagd voor de eerste proeven? Welke initiatieven heeft de minister genomen om vrouwen aan te moedigen om aan het diplomatiek examen deel te nemen?

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – Ik lees het antwoord van minister De Gucht. De tabellen die hij ter beschikking heeft gesteld, zal ik aan mevrouw de Bethune overhandigen.

Het departement van Buitenlandse Zaken ziet er nauwgezet op toe dat mannen en vrouwen volkomen op voet van gelijkheid worden geplaatst voor de toegang tot de diplomatieke carrière.

Het standpunt van het departement over deze aangelegenheid komt onder meer uitgebreid aan bod tijdens de

L'examen diplomatique est organisé par le SELOR, placé sous l'autorité du ministre de la Fonction publique. C'est donc à mon collègue Dupont qu'il convient d'adresser toute question sur l'organisation et les résultats de l'examen.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *J'examinerai les tableaux avec attention. Je regrette qu'on n'ait pas mené une campagne plus intensive encore pour encourager les femmes à participer aux examens diplomatiques.*

Les administrations fédérales et flamandes ont prouvé ces derniers mois que ce n'était pas impossible. Nous osons donc croire que les Affaires étrangères suivront cet exemple.

Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre de la Défense sur «le rapport relatif au commerce des armes» (n° 3-1500)

M. le président. – Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques, répondra.

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 12 août 2003 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la compétence relative à l'exportation des armes a été transférée aux Régions, à l'exception toutefois de l'exportation et de l'importation d'armement pour l'armée et la police. Cela demeure clairement une matière fédérale.*

Ceci implique que le gouvernement fédéral, conformément à l'article 17 de la loi du 5 août 1991, doit soumettre au parlement fédéral un rapport semestriel et un rapport annuel relatifs à ces exportations et importations d'armes pour l'armée et la police.

A-t-on convenu, au gouvernement, de rassembler dans un rapport commun les exportations et importations d'armes pour l'armée et la police ?

Quand les rapports semestriels et annuels pour 2003, 2004 et 2005 seront-ils déposés au parlement, conformément à l'article 17 de la loi du 5 août 1991 ? Pourquoi ne l'ont-ils pas été jusqu'à présent ?

Puisque le rapport obligatoire au parlement fait défaut pour ces dernières années, j'aimerais recevoir quelques informations sur les importations et exportations d'armes. Combien d'autorisations d'exportation a-t-on accordées pour la période susmentionnée ? Quel montant ces exportations représentent-elles ? Combien d'autorisations d'exportation a-t-on refusées et pour quelle raison ? Quelle est la valeur totale des autorisations d'exportation refusées ?

Combien d'autorisations d'importation a-t-on accordées pour la période susmentionnée ? Quel montant ces importations

informatiecampagnes over de diplomatieke carrière die mijn departement ten behoeve van universitaire instellingen en andere betrokken organisaties organiseert.

Het diplomatiek examen wordt georganiseerd door SELOR, het selectiebureau van de overheid, geplaatst onder toezicht van de minister van Ambtenarenzaken. Elke vraag betreffende de organisatie en de uitslagen van het examen dient dus te worden gesteld aan mijn collega, minister Dupont.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Ik zal de tabellen aandachtig bekijken. Ik wacht op de evolutie in de resultaten van de diplomatieke examens, maar wens toch te benadrukken dat we betreuren dat niet nog meer campagne werd gevoerd om vrouwen aan te moedigen om deel te nemen aan diplomatieke examens.

De federale en Vlaamse administraties hebben de voorbije maanden bewezen dat dit niet onmogelijk is. We rekenen er dan ook op dat Buitenlandse Zaken dit voorbeeld zal volgen.

Vraag om uitleg van mevrouw Sabine de Bethune aan de minister van Landsverdediging over «het verslag over de wapenhandel» (nr. 3-1500)

De voorzitter. – Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven, antwoordt.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Sinds de bijzondere wet van 12 augustus 2003 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is de bevoegdheid inzake wapenexport aan de gewesten overgedragen, met uitzondering evenwel van de uitvoer en invoer van wapens voor het leger en de politie. Dat blijft duidelijk een federale materie.

Dit impliceert dat de federale regering, conform artikel 17 van de wet van 5 augustus 1991, bij het federale parlement een halfjaarlijks en een jaarlijks verslag moet indienen over deze uitvoer en invoer van wapens voor het leger en de politie.

Werden in de regering afspraken gemaakt om de uitvoer en invoer van wapens voor het leger en de politie in een gezamenlijk verslag te bundelen?

Wanneer zullen de jaarlijkse en de halfjaarlijkse verslagen voor 2003, 2004 en 2005, conform artikel 17 van de wet van 5 augustus 1991, bij het federale parlement worden ingediend? Om welke reden is dat tot op heden nog niet gebeurd?

Aangezien de verplichte verslaggeving aan het federale parlement voor de voorbije jaren ontbreekt, had ik graag enkele inlichtingen gekregen over de in- en uitvoer van wapens.

Hoeveel uitvoervergunningen werden toegekend voor de vermelde periode?

Welke waarde vertegenwoordigt die uitvoer?

Hoeveel uitvoervergunningen werden geweigerd en om welke

représentent-elles ? Combien d'autorisations d'importation a-t-on refusées et pour quelle raison ? Quelle est la valeur totale des autorisations d'importation refusées ?

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – *Je vous lis la réponse du ministre de la Défense.*

Les importations et les exportations d'armements effectuées par mon département sont communiquées conformément à la loi belge. Les données consolidées relatives à la police fédérale et à la Défense sont établies par le département des Affaires économiques.

Les données relatives aux importations et exportations d'armements par mon département montrent qu'en 2003, aucune transaction n'a été faite.

Demande d'explications de M. Wouter Beke au ministre de la Défense sur «la livraison de 242 nouveaux véhicules blindés» (n° 3-1523)

M. le président. – Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques, répondra.

M. Wouter Beke (CD&V). – *Le 27 janvier dernier, le Conseil des ministres a donné son aval à l'acquisition, pour la somme de 700 millions, de 242 Armoured Infantry Vehicles (AIV) du type Piranha III de l'entreprise suisse MOWAG. Cela concerne une tranche fixe de 138 véhicules blindés et deux tranches conditionnelles de 81 et 23 véhicules.*

Le choix de ce type de véhicule blindé et de son armement a dès le départ été contesté. En 2005, l'Inspection des Finances avait mis son veto au type de canon parce qu'il n'était fabriqué que par les entreprises wallonnes CMI et Mécar. La première est la seule entreprise qui produit encore ce type de canon, qui n'est quasiment plus demandé, alors que la seconde fait les munitions ad hoc. Pour éluder la critique de l'Inspection des Finances, le gouvernement a lancé une nouvelle adjudication sans préciser le calibre voulu.

Le problème qui se pose actuellement ne concerne plus tant le type de calibre que le poids du Piranha III. Le département a en effet décidé d'acheter les nouveaux véhicules blindés par le biais d'une procédure d'achat off the shelf. Cette procédure prévoit que le matériel doit être disponible sur le marché. Notre pays a donc opté pour le Piranha III, un type plus ancien. Ce véhicule blindé avait déjà été refusé en 2001 par le gouvernement néerlandais sur la base du critère de la capacité de chargement et des exigences en matière de

reden?

Wat is de totale waarde van de geweigerde uitvoervergunningen?

Hoeveel invoervergunningen werden toegekend voor de vermelde periode?

Welke waarde vertegenwoordigt die invoer?

Hoeveel invoervergunningen werden geweigerd en om welke reden?

Wat is de totale waarde van de geweigerde invoervergunningen?

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – Ik lees het antwoord van de minister van Landsverdediging.

De invoer en uitvoer van wapens door mijn departement worden conform de Belgische wet gemeld. De geconsolideerde gegevens betreffende de federale politie en de krijgsmacht worden opgesteld door het departement Economische Zaken.

De gegevens over de invoer en uitvoer van wapens door mijn departement tonen aan dat er in 2003 geen enkele transactie plaatsvond.

Vraag om uitleg van de heer Wouter Beke aan de minister van Landsverdediging over «de levering van 242 nieuwe pantserwagens» (nr. 3-1523)

De voorzitter. – Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven, antwoordt.

De heer Wouter Beke (CD&V). – Op 27 januari jongstleden heeft de ministerraad de aankoop goedgekeurd van 242 *Armoured Infantry Vehicles* (AIV's) van het type Piranha III van het Zwitserse bedrijf MOWAG, voor een waarde van 700 miljoen. Het betreft een vaste schijf van 138 pantservoertuigen en twee voorwaardelijke schijven van respectievelijk 81 en 23 voertuigen.

De keuze voor dit type pantserwagen en de bewapening was vanaf het begin omstreden. In 2005 stelde de Inspectie van Financiën zijn veto voor het type kanon, omdat het exclusief op het lijf geschreven was van de Waalse bedrijven CMI en Mécar. Eerstgenoemd bedrijf is de enige producent van dit type kanon, waar nog amper vraag naar is, terwijl het andere bedrijf de benodigde munitie produceert. Om de kritiek van de Inspectie van Financiën te omzeilen, schreef de regering een nieuwe aanbesteding uit zonder het kaliber te preciseren.

Thans rijst niet zozeer meer een probleem over het type kaliber, maar veeleer over het gewicht van de Piranha III. Het departement besloot immers de nieuwe pantserwagens aan te kopen via een zogenaamde 'off-the-shelf procedure'. Dat is geen klassieke aanbesteding waarbij men de markt onderzoekt en de verschillende types test, maar waarbij men bestaande types en al aan andere landen verkochte types aankoopt. Het resultaat is dan ook dat ons land opteert voor de Piranha III,

protection. Le Stryker, un véhicule blindé dérivé du Piranha III, a montré ses faiblesses pendant la guerre d'Irak où il est utilisé par l'armée américaine. Ces AIV pèsent 20 tonnes et ne semblent pas en mesure de supporter un blindage supplémentaire. De plus, la pression de leurs pneus doit constamment être réglée. Le Piranha III, dont le châssis est identique à celui du Stryker, pèse même 22 tonnes, ce qui rend quasiment impossible de renforcer son blindage, d'autant plus qu'avec son canon, son poids atteint même 23 tonnes.

Par le biais d'une procédure judiciaire, l'entreprise finlandaise Patria a dès lors demandé à pouvoir consulter le dossier d'attribution. Pour cette entreprise, il est incompréhensible que notre pays ait choisi un type plus ancien et moins efficace par le biais de la procédure off the shelf. Il a donc déposé plainte contre l'État belge.

Pourquoi le ministre a-t-il recouru à la procédure précitée ? La plainte de cette entreprise finlandaise est-elle suffisamment fondée ? Une décision judiciaire peut-elle encore avoir des conséquences pour l'achat définitif du Piranha III ?

Le problème majeur est la capacité de chargement limitée du Piranha III. Le blindage est sacrifié au détriment de la sécurité des soldats. Pourquoi le gouvernement a-t-il opté pour ce type de véhicule blindé plus ancien et moins adapté ? La sécurité des soldats n'est-elle pas un critère important au moment de la décision d'achat ? Pourquoi le Piranha IV n'était-il pas une option ?

Avec ces véhicules blindés équipés d'un canon de 90 mm, notre pays n'est plus en mesure de participer à des missions à l'étranger qui requièrent une artillerie lourde et un canon de 105 mm. Est-ce un choix délibéré pour nous éviter de prendre nos responsabilités dans de telles missions à l'étranger ? Pourquoi le ministre préfère-t-il le canon 90 mm alors qu'ailleurs on opte pour un armement plus lourd ?

Le premier ministre a déclaré que le return économique pour les entreprises belges dépasse les 100%, soit 65% au maximum pour la Flandre et 40% pour la Wallonie. Quelles sont les entreprises flamandes et wallonnes qui en bénéficieront ?

Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe au ministre du Budget et des Entreprises publiques. – *Je vous lis la réponse du ministre Flahaut.*

Lors des achats de matériel militaire, nous ne voulons plus utiliser la méthode d'un « développement spécifique pour la Belgique », mais nous visons l'achat de solutions existantes off the shelf. Le passé nous a appris que c'est moins cher à l'achat et coûte moins pendant l'utilisation par la suite. En outre, plusieurs de nos partenaires utilisent ce type de matériel, ce qui favorise l'échange et la collaboration. La solution Piranha III s'est profilée comme la meilleure dans

een ouder type. Deze pantserwagen werd reeds in 2001 door de Nederlandse regering afgewezen op grond van het criterium laadgewicht in combinatie met de beschermingseis. De Stryker, een pantserwagen afgeleid van de Piranha III, valt volledig door de mand in de Irak-oorlog, waar hij door het Amerikaanse leger gebruikt wordt. Deze AIV's hebben een gewicht van 20 ton en zijn blijkbaar niet in staat extra beschermingspantser te dragen. Er zijn ook problemen met de druk van de banden die constant moet worden bijgesteld. De Piranha III, die hetzelfde onderstel heeft als de Stryker, weegt zelfs 22 ton waardoor extra beschermingspantser nagenoeg onmogelijk worden, zeker wanneer de bewapening met 90 mm kanon het gewicht nog opdrijft tot 23 ton.

Het resultaat van dit alles is dat het Finse bedrijf Patria via een gerechtelijke procedure inzage vraagt in het gunningsdossier. Voor het bedrijf is het onbegrijpelijk dat ons land voor een ouder en minder efficiënt type kiest via de 'off-the-shelf procedure'. Het heeft daarvoor klacht ingediend tegen de Belgische Staat.

Waarom heeft de minister gebruik gemaakt van voornoemde procedure? Heeft het Finse bedrijf een voldoende rechtsgrond voor haar eis? Kan een gerechtelijke uitspraak nog gevolgen hebben vóór de uiteindelijke aankoop van de Piranha III?

Het grootste probleem is het geringe laadvermogen van de Piranha III. Zelfs zonder gerechtelijk gevolg blijft het probleem bestaan van het laadvermogen waardoor de bepantsering moet inboeten en de veiligheid van de soldaten niet meer voldoende kan worden gegarandeerd. Waarom heeft de regering geopteerd voor dit oudere en minder geschikte type pantserwagen? Is de veiligheid van de soldaten geen belangrijk criterium bij de beslissing tot aankoop? Waarom was de Piranha IV geen optie?

De aankoop van deze pantserwagens uitgerust met een 90 mm kanon brengt met zich mee dat ons land niet meer kan deelnemen aan buitenlandse missies die zwaar geschut vereisen. Daarvoor is immers een uitrusting met een 105 mm kanon noodzakelijk. Is het een doelbewuste keuze om niet meer onze verantwoordelijkheid op te nemen in dergelijke buitenlandse missies? Waarom heeft de minister een voorkeur voor het 90 mm kanon, terwijl men elders opteert voor een zwaardere bewapening?

De eerste minister verklaarde dat de economische return voor het Belgische bedrijfsleven meer dan 100% bedraagt, met name maximaal 65% voor Vlaanderen en 40% voor Wallonië. Welke Vlaamse en Waalse bedrijven zullen van deze return profiteren?

Mevrouw Els Van Weert, staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Overheidsbedrijven. – Ik lees het antwoord voor van minister Flahaut.

We willen bij aankopen van militair materieel geen gebruik meer maken van de methode van een 'specifiek voor België uitgevoerde ontwikkeling', maar streven naar het aankopen van bestaande 'off-the-shelf'-oplossingen. Het verleden heeft geleerd dat dit goedkoper is in aankoop en minder kost bij het gebruik nadien. Bovendien gebruiken meerdere van onze partners dit type materieel, wat uitwisseling en samenwerking mogelijk maakt. De oplossing Piranha III is als beste naar voren gekomen uit de technisch-logistieke evaluatie en uit de

l'évaluation technico-logistique et dans l'évaluation du prix.

Le président du tribunal de première instance de Bruxelles, siégeant en référé, a rejeté la plainte de la société finlandaise.

La solution Piranha III a obtenu le meilleur score lors de l'évaluation. La sécurité était un des critères d'exclusion les plus importants. Vu le fait que le Piranha III satisfait à ce critère, il n'y a pas de problème et la sécurité de l'équipage est assurée.

Le Piranha III obtient le même niveau de sécurité que la proposition de la firme finlandaise, mais avec une plus grande marge libre pour la capacité de charge utile. Le Piranha IV n'était certainement pas exclu du marché a priori mais n'a pas été proposé par le soumissionnaire.

L'acquisition du véhicule, équipé du canon Direct Fire Capability (DFC), cadre dans l'ensemble des opérations dans lesquelles nous nous engagerons. Nous partons de l'idée que nous ne devons plus mener des combats de chars comme à l'époque de la guerre froide. Le système DFC offre suffisamment de puissance de combat dans les missions pour lesquelles il est prévu : bunker buster, appui à l'infanterie débarquée, élimination de la plus grande partie des véhicules blindés que nous attendons dans les types d'opérations auxquelles nous participerons. Nous prendrons donc toujours nos responsabilités comme nous le faisons actuellement. En outre, les canons plus lourds nécessitent des véhicules plus lourds avec tous les inconvénients qui vont de pair, tels que la mobilité stratégique plus réduite et de plus grands coûts d'acquisition et d'utilisation.

La liste des firmes belges qui profiteront des compensations peut être fournie par le Service public fédéral Économie, responsable pour le volet économique de ce contrat.

(La séance, suspendue à 11 h 55, est reprise à 12 h 35.)

(Mme Anne-Marie Lizin, présidente, prend place au fauteuil présidentiel.)

Mme la présidente. – Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 15 h 00.

(La séance est levée à 12 h 40.)

Excusés

M. Chevalier, à l'étranger, et M. Wilmots, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

prijsevaluatie.

De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel heeft in kort geding de klacht van de Finse firma verworpen.

De oplossing Piranha III heeft de beste score gehaald in de evaluatie. Veiligheid was één van de zwaarste uitsluitingscriteria. Gezien de Piranha III aan dit criterium voldoet, is er geen probleem en is de veiligheid van de bemanning gewaarborgd.

De Piranha III haalt hetzelfde veiligheidsniveau als het voorstel van de Finse firma, maar met een grotere vrije marge voor het nog beschikbare laadvermogen. De Piranha IV was a priori zeker niet uitgesloten, maar werd door de inschrijver niet aangeboden.

De aankoop van het voertuig uitgerust met het 'Direct Fire Capability'-kanon past in het geheel van de operaties waarin we ons zullen engageren. Hierbij gaan we ervan uit dat we geen tankgevechten meer moeten leveren zoals in het koudeoorlogtijdperk. Het DFC-systeem biedt voldoende slagkracht voor de opdrachten waarvoor het is bedoeld: bunker buster, steun aan de uitgestegen infanterie, uitschakelen van de meeste gepantserde voertuigen die we verwachten in de types operaties waaraan we zouden deelnemen. We zullen dus nog steeds onze verantwoordelijkheid opnemen. Zwaardere kanonnen vergen bovendien veel zwaardere voertuigen met alle hieraan verbonden nadelen, zoals kleinere strategische mobiliteit en grotere kosten bij aankoop en bij gebruik.

De lijst van Belgische bedrijven die zullen genieten van compensaties kan enkel gegeven worden door de FOD Economie, die verantwoordelijk is voor het economische onderdeel van het contract.

(De vergadering wordt geschorst om 11.55 uur. Ze wordt hervat om 12.35 uur.)

(Voorzitter: mevrouw Anne-Marie Lizin.)

De voorzitter. – We zetten onze werkzaamheden voort vanmiddag om 15.00 uur.

(De vergadering wordt gesloten om 12.40 uur.)

Berichten van verhindering

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Chevalier, in het buitenland, de heer Wilmots, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**